



# RAPPORT D'ACTIVITES PARLEMENT WALLON

SESSION ORDINAIRE 2013 | 2014  
SESSION EXTRAORDINAIRE 2014

La rédaction du Rapport d'activités 2013-2014 a été clôturée le 24 mai 2014, à la veille des élections régionales devant renouveler la composition du Parlement wallon.  
La rédaction du Rapport d'activités de la session extraordinaire 2014 a été clôturée le 24 septembre 2014.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site web du Parlement wallon ([www.parlement-wallon.be](http://www.parlement-wallon.be)) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (courriel : [doc@parlement-wallon.be](mailto:doc@parlement-wallon.be), tél : 081.25.16.77).





# TABLE DES MATIÈRES

<b>AVANT-PROPOS</b>	<b>5</b>
<b>SESSION ORDINAIRE 2013-2014</b>	<b>7</b>
<b>COMPOSITION</b>	<b>9</b>
A. MEMBRES	9
B. GROUPE POLITIQUES	12
C. PYRAMIDE DES ÂGES	12
D. RÉPARTITION PAR SEXE	13
E. CONTRÔLE DES MANDATS ET DES RÉMUNÉRATIONS	14
<b>ORGANISATION</b>	<b>15</b>
A. ORGANES DE GESTION	15
B. GREFFE	16
C. BUDGET	17
D. MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU PARLEMENT WALLON	18
E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION	18
F. COMMISSION NAMUR CAPITALE	19
<b>TRAVAIL LÉGISLATIF</b>	<b>21</b>
A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS	21
B. COMMISSIONS ET COMITÉS	23
C. TEXTES DÉPOSÉS, ADOPTÉS ET RETIRÉS	34
D. AUDITIONS EN COMMISSIONS	56
E. BUDGET DE LA RÉGION	62
F. CONSEIL D'ÉTAT ET COUR CONSTITUTIONNELLE	63
<b>CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT</b>	<b>64</b>
A. GOUVERNEMENT WALLON	64
B. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS	65
C. RAPPORTS DIVERS	66
D. MÉDIATEUR	67
<b>RÉSOLUTIONS</b>	<b>68</b>
<b>DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE</b>	<b>73</b>
A. DÉBATS EXTRAORDINAIRES	73
B. DÉBATS RELATIFS À DES QUESTIONS D'ACTUALITÉ	73
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>74</b>
A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES	74
B. MISSIONS D'ÉTUDES	75
C. PARTICIPATIONS À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES	75
<b>VISITES</b>	<b>77</b>
A. VISITER LE PARLEMENT WALLON	77
B. STATISTIQUES DES VISITES	77
C. ÉVÈNEMENTS	77
<b>IN MEMORIAM</b>	<b>79</b>

<b>SESSION EXTRAORDINAIRE 2014</b>	<b>81</b>
<b>INSTALLATION</b>	<b>82</b>
<b>COMPOSITION</b>	<b>82</b>
A. MEMBRES	83
B. REPRÉSENTATION POLITIQUE	90
C. PYRAMIDE DES ÂGES	90
D. RÉPARTITION PAR SEXE	90
<b>ORGANISATION</b>	<b>91</b>
<b>TRAVAIL LÉGISLATIF</b>	<b>91</b>
A. DOCUMENTS PENDANTS DE LA PRÉCÉDENTE LÉGISLATURE	91
B. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS	94
C. DOCUMENTS BUDGÉTAIRES	96
D. COUR CONSTITUTIONNELLE	97
<b>CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT</b>	<b>97</b>
A. GOUVERNEMENT WALLON	97
B. CONTRÔLE	97
<b>RÉSOLUTIONS</b>	<b>98</b>
<b>PROJETS DE MOTION</b>	<b>98</b>
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	<b>99</b>
A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES	99
B. DÉPLACEMENTS ET MISSIONS	100
<b>RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ</b>	<b>100</b>
<b>IN MEMORIAM</b>	<b>101</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>102</b>

# AVANT-PROPOS

## Une nouvelle vitalité

Vingt-cinq années de vie parlementaire ont forgé mes convictions, mon engagement, mon credo pour la Wallonie. Elu pour la première fois en 1985, j'ai eu l'honneur d'occuper les fonctions de député, de président de groupe politique de la majorité et de l'opposition, ainsi que celle de ministre durant dix ans. Depuis le 22 juillet 2014, je préside le Parlement wallon, haut lieu de notre démocratie, où les politiques publiques sont proposées, débattues, adoptées et contrôlées.

Les compétences du Parlement wallon - qui viennent encore de s'accroître suite à la sixième réforme de l'Etat - touchent la vie quotidienne des Wallonnes et des Wallons : économie, emploi, environnement, mobilité, santé, logement, sont au coeur des travaux de notre assemblée et de ses commissions. Pas moins de 3.463 heures de réunions ont permis à nos septante-cinq députés de mener à bien l'ensemble de leurs tâches entre 2009 et 2014. 753 projets et propositions de décret et de résolution, organisant la vie publique en Wallonie, ont été débattus au cours de ces cinq années. 9.836 questions orales et 20.050 questions écrites ont été posées, sous la IXème législature, par les membres du Parlement dans le cadre de leur fonction de contrôle de l'action gouvernementale.

Le Greffe du Parlement wallon remplit de nombreuses fonctions d'appui aux députés et au travail qu'ils mènent au Parlement. Depuis 2009, il est certifié pour l'ensemble de ses activités.

Le présent rapport d'activités reflète l'important travail réalisé par le Parlement et les parlementaires au cours de la session ordinaire 2013-2014 et de la session extraordinaire 2014.

En suite des élections du 25 mai 2014, 40 nouveaux députés siègent au Parlement wallon. Ce dernier s'est considérablement rajeuni et féminisé au cours des dernières années ; l'âge moyen des députés étant actuellement de 46 ans et la proportion de députées s'élevant à 43 %.

Marqué par une assiduité parlementaire inégalée, ce début de Xème législature fut également l'occasion d'ouvrir le chantier de l'amplification du travail de modernisation du Parlement entrepris depuis plusieurs années. A la lumière de l'expérience mais aussi en examinant les pratiques mises en oeuvre avec succès par d'autres parlements, une réforme a été entreprise, reposant sur quatre axes majeurs :

- ✦ renforcer les possibilités d'expression des parlementaires et le contrôle qu'il leur appartient d'exercer sur le Gouvernement ;

- ✧ ouvrir le Parlement à la société civile, qu'il s'agisse de citoyens ou d'organisations ;
- ✧ conforter l'action du Parlement sur la scène belge, en Europe et dans le monde ;
- ✧ renforcer la visibilité du travail accompli par le Parlement et les parlementaires.

A la veille de son 35ème anniversaire, cette réforme inscrira résolument notre Parlement dans la modernité et dans une plus grande proximité avec le citoyen.

André ANTOINE  
Président

Parlement wallon

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION ORDINAIRE 2013-2014

6<sup>e</sup> SESSION DE LA 9<sup>e</sup> LEGISLATURE



# COMPOSITION

## A. MEMBRES\*

Depuis la première élection directe du 21 mai 1995, le Parlement wallon se compose de 75 membres élus au suffrage universel et selon le système de la représentation proportionnelle, sur la base de treize circonscriptions électorales. Les 75 députés wallons sont élus pour un mandat d'une période de 5 ans, correspondant à la durée d'une législature. Au terme de la session 2013-2014, les membres sont les suivants :

<b>Mme Barzin Anne</b>	MR
<b>M. Bastin Jean-Paul</b>	cdH
<b>M. Bayet Hugues</b>	PS
<b>Mme Bertouille Chantal</b>	MR
<b>M. Binon Yves</b>	MR
<b>M. Bolland Marc</b>	PS
<b>M. Borsus Willy</b>	MR
<b>M. Bouchat André</b>	cdH
<b>Mme Cassart-Mailleux Caroline</b>	MR
<b>M. Cauchie Ides</b>	cdH
<b>M. Cheron Marcel</b>	Ecolo (sénateur de Communauté)
<b>M. Collignon Christophe</b>	PS
<b>Mme Cornet Véronique</b>	MR
<b>Mme Cremasco Véronica</b>	Ecolo
<b>M. Crucke Jean-Luc</b>	MR
<b>M. Daele Matthieu</b>	Ecolo
<b>Mme de Coster-Bauchau Sybille</b>	MR
<b>M. de Lamotte Michel</b>	cdH
<b>M. de Saint Moulin Marc</b>	PS
<b>Mme Defraigne Christine</b>	MR (sénatrice de Communauté)
<b>M. Desgain Xavier</b>	Ecolo
<b>Mme Dethier-Neumann Monika</b>	Ecolo
<b>M. Disabato Emmanuel</b>	Ecolo
<b>M. Dodrimont Philippe</b>	MR
<b>M. Dupont Christian</b>	PS
<b>M. Dupriez Patrick</b>	Ecolo
<b>M. Eerdeken Claude</b>	PS
<b>Mme Fassiaux-Looten Françoise</b>	PS
<b>M. Fourny Dimitri</b>	cdH
<b>M. Gadenne Alfred</b>	cdH
<b>Mme Gahouchi Latifa</b>	PS
<b>Mme Goffinet Anne-Catherine</b>	cdH
<b>Mme Gonzalez Moyano Virginie</b>	PS

<b>M. Hazée Stéphane</b>	Ecolo
<b>Mme Houdart Catherine</b>	PS
<b>M. Jamar Hervé</b>	MR
<b>M. Jeholet Pierre-Yves</b>	MR
<b>Mme Kapompolé Joëlle</b>	PS
<b>M. Kubla Serge</b>	MR
<b>M. Langendries Benoît</b>	cdH
<b>M. Lebrun Michel</b>	cdH
<b>M. Lenzini Mauro</b>	PS
<b>Mme Linard Bénédicte</b>	Ecolo
<b>M. Luperto Jean-Charles</b>	PS
<b>M. Maene Jean-Claude</b>	PS
<b>Mme Meerhaeghe Isabelle</b>	Ecolo
<b>M. Miller Richard</b>	MR (sénateur de Communauté)
<b>Mme Morreale Christie</b>	PS
<b>M. Mottard Maurice</b>	PS
<b>Mme Moucheron Savine</b>	cdH
<b>M. Mouyard Gilles</b>	MR
<b>M. Neven Marcel</b>	MR
<b>M. Noiret Christian</b>	Ecolo
<b>M. Onkelinx Alain</b>	PS
<b>Mme Pary-Mille Florine</b>	MR
<b>Mme Pécriaux Sophie</b>	PS
<b>M. Pirlot Sébastien</b>	PS
<b>M. Prévot Maxime</b>	cdH
<b>Mme Reuter Florence</b>	MR
<b>Mme Saenen Marianne</b>	Ecolo
<b>Mme Saudoyer Annick</b>	PS
<b>M. Senesael Daniel</b>	PS
<b>Mme Simonet Marie-Dominique</b>	cdH
<b>Mme Simonis Isabelle</b>	PS
<b>Mme Sonnet Malika</b>	PS
<b>M. Stoffels Edmund</b>	PS
<b>M. Tachenion Pierre</b>	PS
<b>M. Tanzilli Antoine</b>	cdH
<b>Mme Tarnion Muriel</b>	PS
<b>M. Tiberghien Luc</b>	Ecolo
<b>Mme Trotta Graziana</b>	PS
<b>M. Wahl Jean-Paul</b>	MR
<b>M. Walry Léon</b>	PS
<b>M. Wesphael Bernard</b>	Indépendant
<b>Mme Zrihen Olga</b>	PS (sénatrice de Communauté)

\*Voir Doc. 1 (SE 2009) N° 11 : Listes des membres du Parlement wallon et de leurs suppléants dont les pouvoirs ont été validés.

### Nouveaux députés

**M. Cauchie Idès** : A partir du 5 février 2014, en remplacement de M. Yzerbyt, décédé.

**Mme Morreale Christie** : A partir du 9 octobre 2013, en remplacement de Mme Yerna, démissionnaire

### Jubilés

Lors de sa séance extraordinaire du 26 mars 2014, le Parlement wallon a honoré la carrière parlementaire de huit députés :

- **M. Cheron Marcel**, pour 20 années de mandat ;
- **M. Antoine André**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Bouchat André**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Eerdekens Claude**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Lebrun Michel**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Neven Marcel**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Walry Léon**, pour 25 années de mandat ;
- **M. Kubla Serge**, pour 35 années de mandat.

## B. GROUPES POLITIQUES

Les 75 sièges se répartissent comme suit :



Les groupes politiques désignent en leur sein un président :

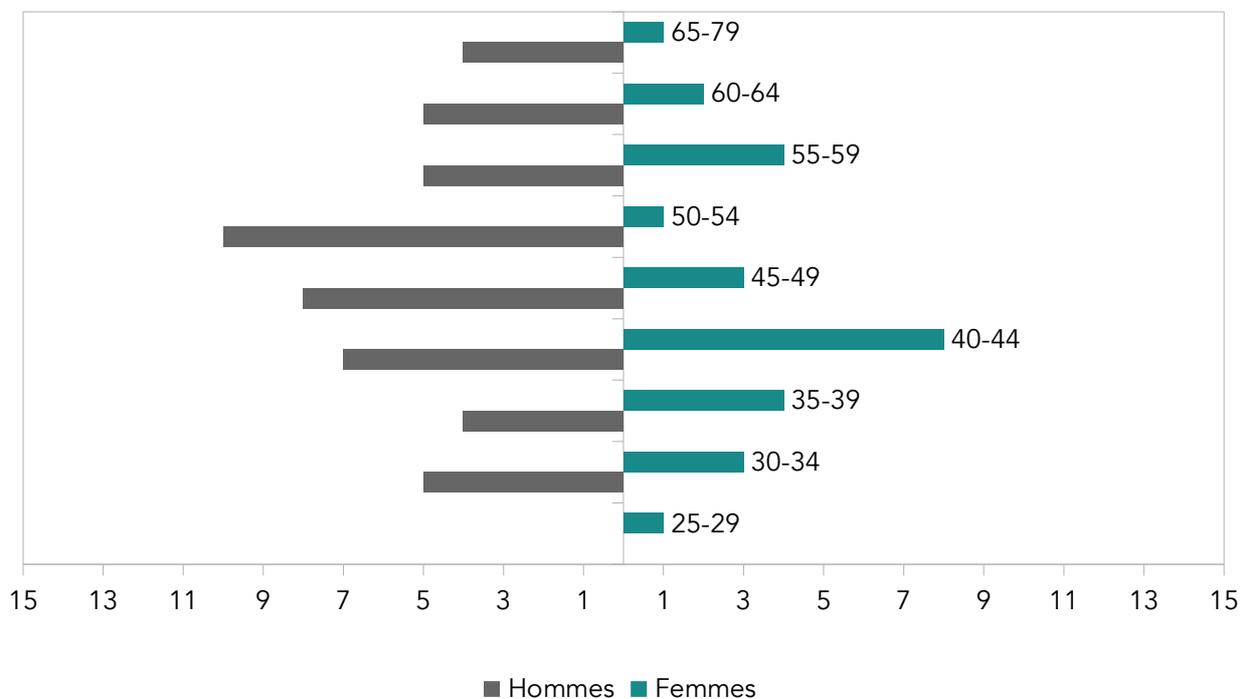
Groupe PS                      Mme SIMONIS Isabelle

Groupe MR                     M. BORSUS Willy

Groupe Ecolo                 M. DISABATO Emmanuel

Groupe cdH                    M. PREVOT Maxime

## C. PYRAMIDE DES ÂGES

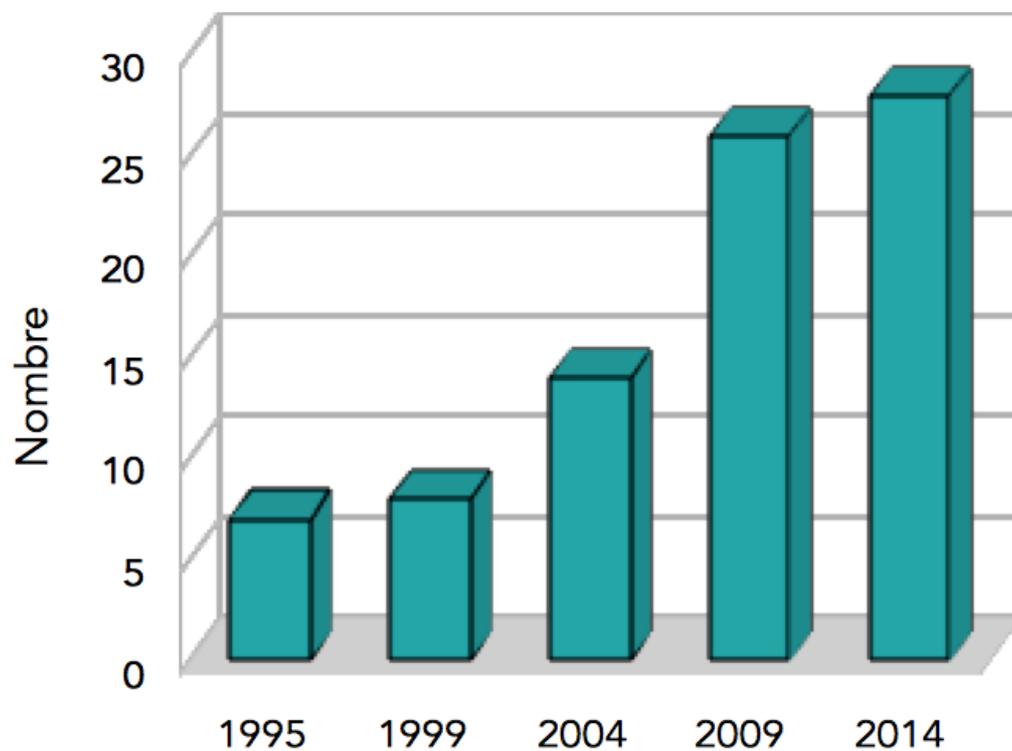


## D. RÉPARTITION PAR SEXE

Au terme de la session 2013-2014, le Parlement wallon compte 28 députés de sexe féminin (37,3%).

Au sein des groupes politiques du Parlement wallon, la représentation des femmes est la suivante :

- pour le groupe PS : 13 sur un total de 29 membres (soit 45%) ;
- pour le groupe MR : 7 sur un total de 19 membres (soit 37%) ;
- pour le groupe Ecolo : 5 sur un total de 13 membres (soit 38%) ;
- pour le groupe cdH : 3 sur un total de 13 membres (soit 23%).



## E. CONTRÔLE DES MANDATS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Les députés qui sont titulaires d'un mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre, de député provincial ou de président d'un centre public d'action sociale doivent remplir une déclaration de mandats pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie et la communiquer avant le 30 juin à l'organe de contrôle qui pour eux est le Bureau du Parlement wallon (art. L5211-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Un rapport est rédigé en application de l'article 2 du décret du 19 juin 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et est présenté par le Bureau du Parlement wallon.

Pour la session 2013-2014, ce rapport a été publié le 20 mars 2014 ([Doc. 1031 \(2013-2014\) N°1](#)).

# ORGANISATION

## A. ORGANES DE GESTION

### Bureau



De gauche à droite : MM. Janssens, Fourny, Mme Cornet, MM. Dupriez, Walry, Mme Pecriaux, M. de Saint-Moulin.

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés. Il règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement wallon, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement wallon dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

A la date du 24 mai 2014, le Bureau du Parlement wallon se compose comme suit :

<b>Président</b>	M. Patrick DUPRIEZ
<b>Première Vice-Présidente</b>	Mme Véronique CORNET
<b>Vice-Président</b>	M. Léon WALRY
<b>Vice-Présidente</b>	Mme Sophie PECRIAUX
<b>Secrétaires</b>	M. Dimitri FOURNY M. Marc de SAINT MOULIN

**Greffier** M. Frédéric JANSSENS, Secrétaire général

## Conférence des présidents

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les réunions sont élargies aux présidents de commissions permanentes, pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission, et au Ministre-président du Gouvernement wallon (ou son représentant).

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement. Elle arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités et décide également de la recevabilité des interpellations et questions orales.

A la date du 24 mai 2014, la Conférence des présidents du Parlement wallon se compose comme suit :

<b>Président</b>	M. Patrick DUPRIEZ
<b>Première Vice-Présidente</b>	Mme Véronique CORNET
<b>Vice-Président</b>	M. Léon WALRY
<b>Vice-Présidente</b>	Mme Sophie PECRIAUX
<b>Secrétaires</b>	M. Dimitri FOURNY M. Marc de SAINT MOULIN

<b>Président du groupe PS</b>	Mme Isabelle SIMONIS
<b>Président du groupe MR</b>	M. Willy BORSUS
<b>Président du groupe cdH</b>	M. Maxime PREVOT
<b>Président du groupe Ecolo</b>	M. Emmanuel DISABATO

## B. GREFFE

### Le Greffier

Le Greffier dirige l'administration du Parlement. Au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement wallon et son personnel. Il prend place au Bureau et assiste le président du Parlement wallon en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets ou encore les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents. C'est encore lui qui dresse acte du procès-verbal de ces réunions et des délibérations du Parlement wallon.

Enfin, outre la garde des archives du Parlement wallon, le Greffier assume l'exécution des décisions du Parlement wallon et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, des commissions et des comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

## Les principaux services du Greffe

### **La Direction de l'action parlementaire**

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires. Plus concrètement, elle permet aux députés d'effectuer leur travail législatif et d'exercer le contrôle du Gouvernement en assurant la gestion des documents, en organisant les réunions et en établissant les comptes-rendus.

### **La Direction des affaires institutionnelles**

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives, découlant notamment de la Constitution et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services du Greffe pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

### **La Direction de la logistique**

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du Greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

### **La Direction des relations internationales**

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information et à la participation du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne.

### **Le personnel du Greffe**

Au 1er janvier 2014, le Greffe compte 95 agents.

## C. BUDGET

Les dépenses 2014 du Parlement ont été estimées à 61 215 901 euros.

Le montant de la dotation du Parlement pour l'année 2014 s'élève à 48 051 000 euros.

Pour plus de détails, le lecteur est invité à se référer aux documents budgétaires suivants :

- projet de budget de fonctionnement du Parlement wallon pour l'année 2014 ([Doc 4-V h \(2013-2014\) N° 1](#), adopté le 20 décembre 2013);
- projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2014 - *Exposé particulier afférent aux compétences du Ministre-Président du Gouvernement wallon* ([Doc 4-V bcd \(2013-2014\) N° 1 annexe 1](#)), adopté le 20 décembre 2013).

Notons également que la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales est chargée de l'examen du budget, de la comptabilité, de la gestion des fonds et des comptes du Parlement wallon. Mme Targnion (PS), MM. Mouyard (MR), Tiberghien (Ecolo) et Tanzilli (cdH) ont été désignés vérificateurs aux comptes.

## D. MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU PARLEMENT WALLON

En date du 20 juillet 2010, le Parlement a adopté un nouveau Règlement. Au cours de la législature, celui-ci a cependant fait l'objet d'un certain nombre d'évaluations. Une jurisprudence relative à l'application et à l'interprétation du Règlement a été développée et publiée.

Des dispositions relatives à la sixième réforme de de l'Etat sont apparues comme ayant des conséquences réglementaires et divers éléments de correction technique ont été identifiés.

Le Bureau, en sa réunion du 3 avril 2014, a donc décidé de déposer une proposition de modification du Règlement ([Doc. 1063 \(2013-2014\) N°1](#)).

La modification du Règlement a été adoptée le 23 avril 2014 et publiée le 22 mai 2014 ([Doc. 1071 \(2013-2014\) N°1](#)).

## E. CERTIFICATION ET MESURES DE GESTION

Le Greffe du Parlement wallon a mis en place un Système de management par la qualité (SMQ), conformément à la norme managériale ISO 9001:2008. Il est la seule administration parlementaire belge certifiée conforme à cette norme qui exige notamment des institutions qu'elles élaborent une définition parfaitement transparente et claire des modalités sur base desquelles elles agissent au quotidien.

Il découle de cette mise en pratique une recherche permanente du plus haut degré d'efficacité mise au service des parlementaires, des ministres, des fournisseurs et agents du Greffe.

La certification porte sur l'ensemble des activités suivantes :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement wallon ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement wallon ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement wallon avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement wallon et du Greffe.

Le Greffe du Parlement wallon organise par ailleurs chaque année des enquêtes de satisfaction interne et externe qui lui permettent d'ajuster toujours davantage ses services et son fonctionnement aux attentes de ses mandants, de ses interlocuteurs et de ses agents.

Enfin, les services du Greffe se préparent à leur certification aux normes environnementale (ISO14001) et de sécurité des systèmes d'information (ISO27001).

Par ailleurs, le Greffe du Parlement wallon a été proclamé finaliste de la première édition du prix L'Organisation publique de l'Année 2014.

Un jury indépendant, présidé par Pierre-Alain De Smedt, Président de la FEB, a sélectionné les finalistes parmi 2 500 candidats du niveau local au niveau fédéral en se référant notamment aux critères de l'orientation client, de l'efficacité et de l'efficacité, de la durabilité et de la stratégie.

## F. COMMISSION NAMUR CAPITALE

A l'initiative du Bourgmestre de Namur, la Commission Namur Capitale s'est réunie le 19 février 2014. M. le Président Dupriez y représentait le Parlement.

La Commission a fait le point, comme tous les 18 mois, sur les dossiers concernant Namur comme capitale de la Wallonie.

La mise en place d'une signalétique spécifique de la ville-capitale contribuera à la visibilité du Parlement dont les trois sièges successifs ont bénéficié d'une identification spécifique comme lieux de mémoire de Wallonie.

M. le Président Dupriez a confirmé l'intérêt du Parlement pour le projet de réaménagement du Grognon, actuellement étudié par la Ville avec le soutien du Gouvernement.

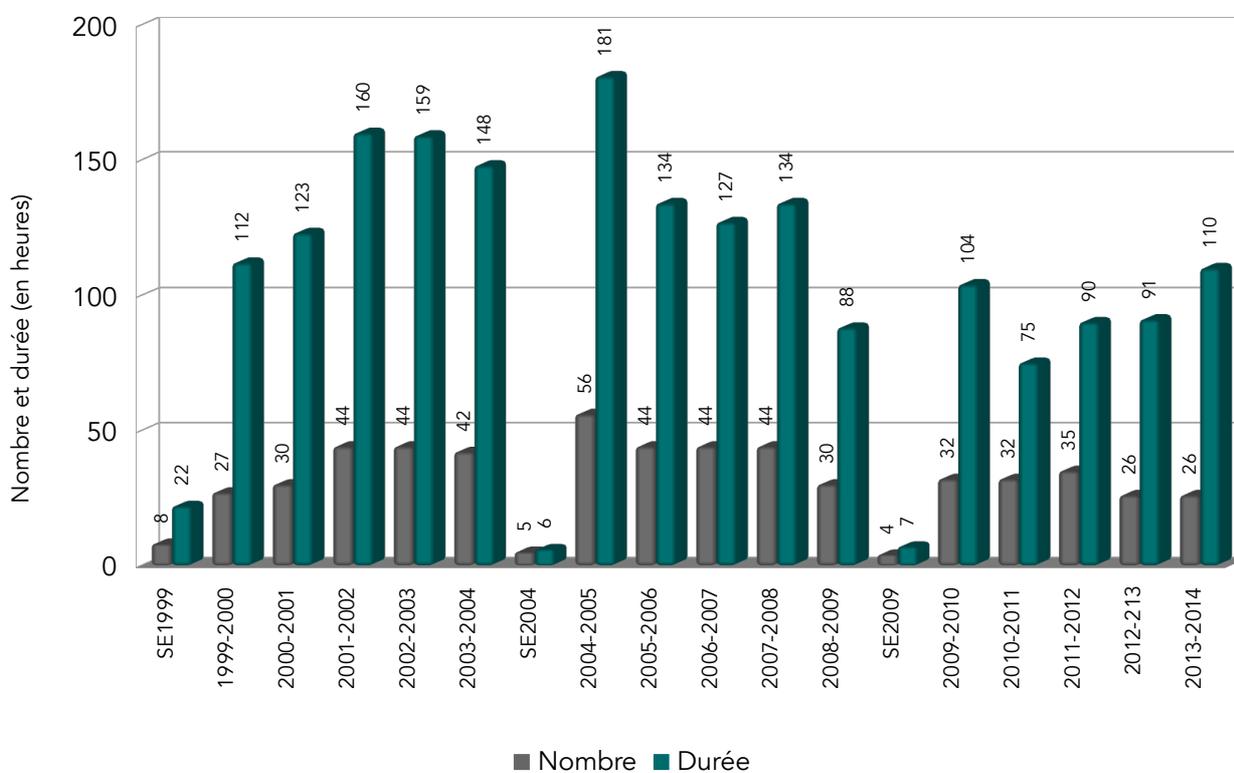
Le point a également été fait sur le futur redéploiement immobilier du Parlement. Un regroupement des services du Greffe devrait en effet intervenir dans les prochaines années afin de renforcer l'efficacité de son fonctionnement.

# TRAVAIL LÉGISLATIF

## A. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS

### Les séances plénières

Du 18 septembre 2013 au 25 avril 2014, les députés se sont réunis à 26 reprises, durant un total de 110 heures et 47 minutes.

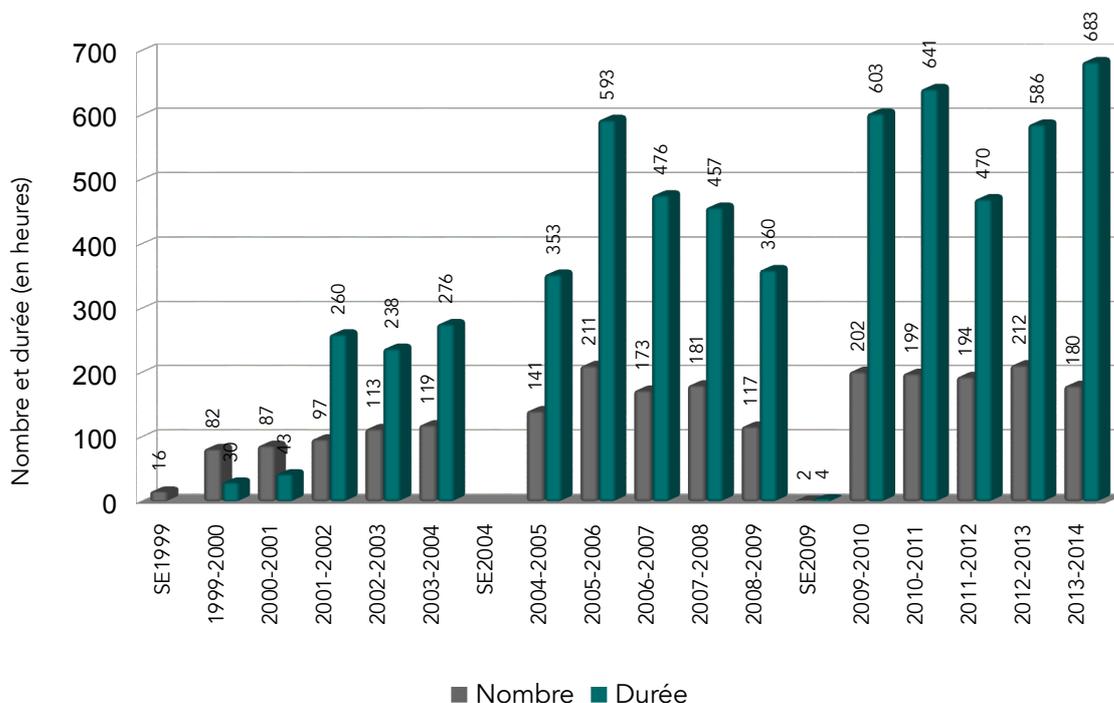


## Les réunions de commissions

La session 2013-2014 a compté 180 réunions de commissions publiques et 30 réunions de commissions à huis-clos, pour un total de 682 heures et 52 minutes.

En ce qui concerne les commissions permanentes, la situation est la suivante :

- *Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales* :  
15 réunions ; 29 heures et 31 minutes ;
- *Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique* :  
24 réunions ; 99 heures et 6 minutes ;
- *Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports* :  
15 réunions ; 51 heures et 35 minutes ;
- *Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles* :  
13 réunions ; 28 heures et 58 minutes ;
- *Commission des affaires intérieures et du tourisme* :  
23 réunions ; 53 heures et 28 minutes ;
- *Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances* :  
14 réunions ; 49 heures et 23 minutes ;
- *Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité* :  
46 réunions ; 231 heures et 16 minutes ;
- *Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine* :  
17 réunions ; 75 heures et 35 minutes.



## B. COMMISSIONS ET COMITÉS

### Commissions permanentes et sous-commissions

#### **Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales**

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE

VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY

VICE-PRÉSIDENT: M. Luc TIBERGHIE\*<sup>\*</sup>

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	Mme M. SAENEN <sup>(1)</sup>	M. D. FOURNY
Mme C. HOUDART	M. R. MILLER	M. L. TIBERGHIE	M. A. TANZILLI
M. J.-C. MAENE	M. G. MOUYARD		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARNION			
MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. W. BORSUS	M. M. CHERON	M. A. BOUCHAT
M. M. LENZINI	M. J.-L. CRUCKE	M. E. DISABATO	M. S. MOUCHERON
M. M. MOTTARD	Mme C. DEFRAIGNE		
M. P. TACHENION			
Mme O. ZRIHEN			

\* A partir du 20 décembre 2013, en remplacement de M. X. Desgain.

<sup>(1)</sup> A partir du 11 décembre 2013, en remplacement de M. X. Desgain.

#### **Réunion conjointe avec le Parlement de la Communauté française**

Le 4 décembre 2013 a été organisée une réunion conjointe avec la Commission des relations internationales et des questions européennes, des affaires générales et du règlement, de l'informatique, contrôle des communications des membres du Gouvernement et des dépenses électorales du Parlement de la Communauté française.

Cette réunion aborde le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire ([Doc. 910 \(2013-2014\) N° 1](#)).

## **Commission conjointe interrégionale**

Réunion conjointe de commissions du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement flamand

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. Ch. COLLIGNON	M. J.-L. CRUCKE	M. X. DESGAIN	M. M. de LAMOTTE
M. Ch. DUPONT	Mme F. PARY-MILLE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. B. LANGENDRIES
M. J.-Cl. MAENE			
M. L. WALRY			
Mme O. ZRIHEN			

La Commission a tenu une réunion au Centre culturel de Tubize, le 26 septembre 2013, afin de traiter de différents points relatifs aux inondations et de faire notamment le point sur les mesures prises ou encore à prendre en Région wallonne sur base des conclusions du groupe de travail transversal « Inondations ».

### **Sous-commission de contrôle des licences d'armes**

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE

VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY

VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIE

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	M. R. MILLER	M. L. TIBERGHIE	M. D. FOURNY
M. J.-C. MAENE	M. G. MOUYARD		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARGNION			

Le [rapport au Parlement wallon](#) sur l'application de la loi du 5 août 1991, modifiée par les lois du 25 et 26 mars 2003 relatives à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire, et de la technologie y afférente porte sur la gestion de la compétence « Exportation, transfert, importation, transit et octroi de licences d'armes » et est rédigé par le Gouvernement wallon.

Conformément aux dispositions figurant dans le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, il comprend tous les éléments devant faire l'objet d'une analyse annuelle.

La sous-commission a tenu une réunion à huis-clos le 13 novembre 2013.

### **Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique**

PRÉSIDENT : M. Hervé JAMAR

VICE-PRÉSIDENTE : M. Annick SAUDOYER

VICE-PRÉSIDENT : M. Benoît LANGENDRIES

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. J.-L. CRUCKE	Mme I. MEERHAEGHE	M. D. FOURNY
Mme C. MORREALE <sup>(1)</sup>	M. H. JAMAR	Mme M. SAENEN	M. B. LANGENDRIES
Mme A. SAUDOYER	Mme F. REUTER		
M. E. STOFFELS			
M. P. TACHENION			
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. Y. BINON	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN
Mme L. GAHOUCI	M. P.-Y. JEHOLET	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. PREVOT <sup>(2)</sup>
Mme V. GONZALEZ MOYANO	M. M. NEVEN		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

<sup>(1)</sup> A partir du 9 octobre 2013, en remplacement de Mme M. Yerna.

<sup>(2)</sup> A partir du 5 février 2014, en remplacement de Mme C. Servaes.

### **Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports**

PRÉSIDENT : M. Hugues BAYET

VICE-PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Anne BARZIN

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	Mme A. BARZIN	M. S. HAZEE	M. M. de LAMOTTE
M. C. EERDEKENS	Mme V. CORNET	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
Mme L. GAHOUCI	M. P.-Y. JEHOLET		
Mme V. GONZALEZ MOYANO			
Mme J. KAPOMPOLE			
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	M. P. DODRIMONT	M. M. CHERON	Mme A.-C. GOFFINET
Mme C. MORREALE <sup>(1)</sup>	M. S. KUBLA	Mme V. CREMASCO	M. B. LANGENDRIES
Mme S. PECRIAUX	M. M. NEVEN		
Mme I. SIMONIS			
Mme G. TROTTA			

<sup>(1)</sup> A partir du 9 octobre 2013, en remplacement de Mme M. Yerna.

### **Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles**

PRÉSIDENTE : Mme Chantal BERTOUILLE  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Sébastien PIRLOT  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Christian NOIRET

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. BERTOUILLE	M. E. DISABATO	M. A. GADENNE
Mme V. GONZALEZ MOYANO	Mme C. DEFRAIGNE	M. C. NOIRET	Mme A.-C. GOFFINET
M. J. KAPOMPOLE	M. S. KUBLA		
M. S. PIRLOT			
Mme I. SIMONIS			
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. LENZINI	Mme C. CASSART- MAILLEUX	M. X. DESGAIN	M. J.-P. BASTIN <sup>(1)</sup>
M. J.-C. LUPERTO	M. J.-L. CRUCKE	M. S. HAZEE	M. A. TANZILLI
M. A. ONKELINX	M. P.-Y. JEHOLET		
M. D. SENESAEL			

Mme M. TARGNION			
-----------------	--	--	--

<sup>(1)</sup> A partir du 18 septembre 2013, en remplacement de M. M. Elsen.

### **Commission des affaires intérieures et du tourisme**

PRÉSIDENT : M. Christophe COLLIGNON  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florine PARY-MILLE  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Christian DUPONT

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. M. NEVEN	M. S. HAZEE	M. A. BOUCHAT
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme F. PARY-MILLE	Mme B. LINARD	M. M. PREVOT <sup>(1)</sup>
M. C. DUPONT	M. J.-P. WAHL		
M. A. ONKELINX			
Mme O. ZRIHEN			
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme V. CORNET	M. M. CHERON	M. D. FOURNY
M. J.-C. LUPERTO	M. H. JAMAR	M. L. TIBERGHIE	M. J.-P. BASTIN <sup>(2)</sup>
M. J.-C. MAENE	M. P.-Y. JEHOLET		
Mme S. PECRIAUX			
Mme A. SAUDOYER			

<sup>(1)</sup> A partir du 5 février 2014, en remplacement de M. D. Yzerbyt

<sup>(2)</sup> A partir du 18 septembre 2013, en remplacement de Mme C. Servaes.

### **Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances**

PRÉSIDENT : M. Alain ONKELINX  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIE  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florence REUTER

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme L. GAHOUCI	Mme C. BERTOUILLE	M. M. DAELE	M. B. LANGENDRIES
M. A. ONKELINX	M. P. DODRIMONT	M. L. TIBERGHIE	M. A. TANZILLI
Mme S. PECRIAUX	Mme F. REUTER		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. H. JAMAR	Mme I. MEERHAEGHE	Mme A.-C. GOFFINET
Mme C. HOUDART	M. R. MILLER	Mme M. SAENEN	M. I. CAUCHIE <sup>(2)</sup>
Mme J. KAPOMPOLE	Mme F. PARY-MILLE		
Mme C. MORREALE <sup>(1)</sup>			
Mme I. SIMONIS			

<sup>(1)</sup> A partir du 9 octobre 2013, en remplacement de Mme M. Yerna.

<sup>(2)</sup> A partir du 5 février 2014, en remplacement de M. M. Elsen.

### **Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité**

PRÉSIDENT : M. Michel de LAMOTTE  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Veronica CREMASCO  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Hugues BAYET

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. W. BORSUS	Mme V. CREMASCO	M. M. de LAMOTTE
M. M. LENZINI	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	M. X. DESGAIN	Mme S. MOUCHERON
M. M. MOTTARD	M. P. DODRIMONT		
M. D. SENESAEL			
Mme G. TROTTA			

<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	Mme A. BARZIN	M. M. DAELE	M. A. GADENNE
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	M. Y. BINON	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
M. E. STOFFELS	M. J.-P. WAHL		
M. P. TACHENION			
Mme M. TARNION			

### **Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine**

PRÉSIDENT : M. Xavier DESGAIN\*  
 VICE-PRÉSIDENTE : Mme Caroline CASSART-MAILLEUX  
 VICE-PRÉSIDENT : M. Edmund STOFFELS

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	M. Y. BINON	M. X. DESGAIN <sup>(1)</sup>	M. J.-P. BASTIN <sup>(2)</sup>
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. CASSART-MAILLEUX	Mme B. LINARD	M. I. CAUCHIE <sup>(3)</sup>
M. M. LENZINI	M. G. MOUYARD		
M. D. SENESAEL			
M. E. STOFFELS			
MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. J.-C. MAENE	M. W. BORSUS	Mme V. CREMASCO	M. A. TANZILLI
M. S. PIRLOT	Mme V. CORNET	Mme M. DETHIER-NEUMANN <sup>(4)</sup>	M. M. PREVOT <sup>(5)</sup>
Mme M. SONNET	M. J.-P. WAHL		
Mme M. TARGNION			
M. L. WALRY			

\* A partir du 9 décembre 2013, en remplacement de Mme M. Dethier-Neumann.

<sup>(1)</sup> A partir du 11 décembre 2013, en remplacement de Mme M. Dethier-Neumann.

<sup>(2)</sup> A partir du 18 septembre 2013, en remplacement de Mme C. Servaes.

<sup>(3)</sup> A partir du 5 février 2014, en remplacement de M. M. Prévot.

<sup>(4)</sup> A partir du 11 décembre 2013, en remplacement de Mme M. Saenen.

<sup>(5)</sup> A partir du 5 février 2014, en remplacement de M. D. Yzerbyt.

### **Commission de vérification des pouvoirs, Commission de contrôle et Commission des poursuites**

#### *a. Commission de vérification des pouvoirs*

MEMBRES EFFECTIFS
Mmes BARZIN, BERTOUILLE, MM. DUPRIEZ, BAYET, DESGAIN (Président), PIRLOT, JAMAR

#### Réunion du 9 octobre 2013

Vérification de pouvoirs de Mme Morreale, suppléante en ordre utile de Mme Yerna, démissionnaire.

#### Réunion du 4 février 2014

Vérification des pouvoirs de M. Cauchie, suppléant en ordre utile de M. Yzerbyt, décédé.

### *b. Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications*

Cette commission est chargée du contrôle des dépenses électorales engagées par les candidats, les listes et les partis pour les élections communales et provinciales d'une part et pour les élections régionales d'autre part. Elle examine par ailleurs les réclamations déposées à l'encontre de candidats à ces différentes élections.

La commission a également pour mission de contrôler les communications et campagnes d'information du président du Parlement wallon, du Gouvernement wallon, d'un ou de plusieurs de ses membres, quel que soit le support médiatique, destinées au public, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou administrative et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics.

PRÉSIDENT : M. Patrick DUPRIEZ

VICE-PRÉSIDENT : M. Daniel SENESAEL

<b>MEMBRES EFFECTIFS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme M. TARGNION	M. W. BORSUS	M. P. DUPRIEZ	M. M. de LAMOTTE
M. C. EERDEKENS	M. H. JAMAR	M. E. DISABATO	M. D. FOURNY
Mme I. SIMONIS	M. J.-P. WAHL		
Mme V. GONZALEZ MOYANO			
M. D. SENESAEL			
<b>MEMBRES SUPPLÉANTS</b>			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	Mme V. CORNET	M. C. NOIRET	M. J.-P. BASTIN <sup>(1)</sup>
M. J.-Cl. MAENE	M. J.-L. CRUCKE	M. L. TIBERGHIE	M. M. PREVOT
M. M. BOLLAND	M. P.-Y. JEHOLET		
Mme J. KAPOMPOLE			
Mme A. SAUDOYER			

<sup>(1)</sup> A partir du 25 septembre 2013, en remplacement de M. D. Yzerbyt.

### *c. Commission des poursuites*

Cette commission se réunit à huis-clos et est chargée d'examiner les demandes d'autorisation des poursuites introduites à l'égard d'un député ou les demandes de suspension des poursuites qui sont déjà engagées.

PRÉSIDENT : M. Pierre TACHENION

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. H. JAMAR	M. E. DISABATO	M. M. PREVOT <sup>(2)</sup>
Mme I. SIMONIS	M. J.-P. WAHL <sup>(1)</sup>	M. L. TIBERGHIE	
M. P. TACHENION			
M. L. WALRY			

<sup>1)</sup> Du 13 novembre 2013 au 12 mars 2014, en remplacement de Mme V. CORNET, puis à partir du 1er avril 2014.

<sup>(2)</sup> En remplacement de M. D. FOURNY, lequel a siégé du 13 novembre 2013 au 12 mars 2014.

### **Commission spéciale**

*Commission spéciale relative à la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat*

PRÉSIDENT : M. Patrick DUPRIEZ

VICE-PRÉSIDENT : M. Pierre-Yves JEHOLET

VICE-PRÉSIDENT : M. Christophe COLLIGNON

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. W. BORSUS	M. E. DISABATO	M. M. PREVOT
M. J.-C. MAENE	M. P.-Y. JEHOLET	M. S. HAZEE	M. A. TANZILLI
Mme I. SIMONIS	M. R. MILLER		
Mme O. ZRIHEN			

La commission spéciale a tenu quatre réunions et adopté trois décrets (cf. point C.)

Un rapport présente les auditions tenues sur la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat au niveau régional wallon ([Doc. 980 \(2013-2014\) N° 1](#)).

## Comités

### Comité « Mémoire et Démocratie »

PRÉSIDENTE : Mme Chantal BERTOUILLE\*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. BERTOUILLE*	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. D. FOURNY
M. A. ONKELINX	Mme C. CASSART-MAILLEUX	Mme M. SAENEN	M. A. TANZILLI

\* A partir du 25 mars 2014, en remplacement de Mme M. SAENEN.

Le Comité a tenu six réunions (dont quatre à huis clos) sur les objets suivants :

- examen de recevabilité des dossiers reçus dans le cadre de l'appel à candidature au titre de « Passeur de Mémoire » et octroi du titre à trois lauréats ;
- suivi de la convention entre le Parlement wallon et l'asbl Territoires de la Mémoire.

Le prix « Passeur de mémoire » est octroyé à une personnalité qui a joué un rôle actif dans la transmission de certains événements politiques et sociaux tragiques de notre histoire, principalement auprès des jeunes générations, et ce dans une optique de promotion des valeurs démocratiques et de résistance aux idées liberticides.

Les trois lauréats élus le 13 décembre 2013 par le Comité « Mémoire et Démocratie » du Parlement wallon sont :

- M. Pieter Paul Baeten ;
- M. André Bertouille ;
- Mme Gilberte Tilly (à titre posthume).

Le 21 février 2014, en collaboration avec l'asbl Territoires de la mémoire, le Comité a effectué une journée de visite à Ypres (musée « *in flanders Fields* » et cérémonie du *Last Post*) et Comines-Warneton (centre d'interprétation « *Plugstreet 14-18 Experience* ») sur le thème du devoir de mémoire.

## Comité « Pics de pétrole et de gaz »

PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. A. ONKELINX	Mme A. BARZIN	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. E. STOFFELS	M. H. JAMAR	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. de LAMOTTE

Le comité a tenu deux réunions au cours desquelles il a procédé à des auditions :

- le 21 novembre 2013, M. Bauquis, professeur auprès de l'Association Total Professeurs Associés et membre d'ASPO France, sur le thème des *gaz et pétroles dits de schiste* ;
- le 21 mars 2014, dans le cadre de l'Enquête publique du Parlement wallon sur les liens entre l'économie et le pic de pétrole, M. Brocorens, Président d'ASPO Belgique ([Doc. 1034 \(2013-2014\) N°1](#)).

## C. TEXTES DÉPOSÉS, ADOPTÉS ET RETIRÉS

### Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

Numéro	Session	Intitulé
<b>406</b>	2010-2011	Proposition de décret visant à la création d'une commission spéciale chargée d'étudier l'impact de l'évolution démographique de la population sur les politiques régionales aux échéances à court terme (2020-2030) et à long terme (2050), d'en évaluer l'impact financier pour le budget régional et de proposer les pistes de réformes nécessaires pour que la Région puisse y faire face, déposée par M. Borsus, Mme Bertouille, MM. Jamar et Jeholet. Rectifiée en proposition de résolution le 6 décembre 2013.
<b>844</b>	2012-2013	Proposition de décret visant à limiter strictement la publication et la diffusion sous format papier des rapports annuels des services publics et des organismes d'intérêt public de la Région wallonne dans un souci environnemental et de bonne gestion budgétaire, déposée par Mme Simonis, MM. Bayet et Senesael, adoptée le 27 novembre 2013.
<b>871</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté à New York le 10 décembre 2008, adopté le 27 novembre 2013.
<b>872</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté à New York le 10 décembre 2008, adopté le 27 novembre 2013.
<b>873</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève le 26 mai 2000, adopté le 27 novembre 2013.
<b>874</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, fait à Bruxelles le 12 décembre 2006, adopté le 27 novembre 2013.
<b>894</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment au Traité sur le commerce des armes, fait à New-York le 2 avril 2013, adopté le 27 novembre 2013.

- 898** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Union Benelux, signé à Bruxelles le 3 février 2012, adopté le 8 janvier 2014.
- 899** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à la Convention n° 184 concernant la santé et la sécurité dans l'agriculture, adoptée à Genève par la Conférence internationale du travail au cours de sa 89e session qui s'est tenue du 5 juin au 21 juin 2001, adopté le 8 janvier 2014.
- 900** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Amendement aux articles 25 et 26 de la Convention d'Helsinki du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adopté à Madrid le 28 novembre 2003, adopté le 8 janvier 2014.
- 906** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hongrie, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède, et au Procès-verbal de signature du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, faits à Bruxelles le 2 mars 2012, adopté le 20 décembre 2013.
- 907** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hongrie, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède, et au

Procès-verbal de signature du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, faits à Bruxelles le 2 mars 2012, adopté le 20 décembre 2013.

<b>917</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1er, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, adopté le 20 décembre 2013.
<b>918</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1er, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, adopté le 20 décembre 2013.
<b>920</b>	2013- 2014	Projet de décret relatif à la reconnaissance d'un réseau de lutte contre la pauvreté en Wallonie, adopté le 22 janvier 2014.
<b>931</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI), adopté le 19 février 2014.
<b>932</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI), adopté le 19 février 2014.
<b>933</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI), adopté le 19 février 2014.
<b>934</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'Accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région

wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à l'installation du Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale (CWBCI), adopté le 19 février 2014.

- 949** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1984, ainsi que son Protocole facultatif adopté par l'assemblée générale de l'ONU le 18 décembre 2002, adopté le 12 mars 2014.
- 950** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1984, ainsi que son Protocole facultatif adopté par l'assemblée générale de l'ONU le 18 décembre 2002, adopté le 12 mars 2014.
- 951** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et Gibraltar en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Paris le 16 décembre 2009, adopté le 12 mars 2014.
- 952** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'amendement à l'article 8, paragraphe 7, de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à l'amendement à l'article 20, paragraphe 1er, de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et aux amendements à l'article 17, paragraphe 7, et à l'article 18, paragraphe 5, de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté le 12 mars 2014.
- 953** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'amendement à l'article 8, paragraphe 7, de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à l'amendement à l'article 20, paragraphe 1er, de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et aux amendements à l'article 17, paragraphe 7, et à l'article 18, paragraphe 5, de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou

traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté le 12 mars 2014.

<b>957</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée par le comité des ministres du Conseil de l'Europe le 7 avril 2011, adopté le 12 mars 2014.
<b>958</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée par le comité des ministres du Conseil de l'Europe le 7 avril 2011, adopté le 12 mars 2014.
<b>959</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à la Convention n° 189 concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques adoptée à Genève le 16 juin 2011 par la Conférence internationale du travail à sa 100ème session, adopté le 12 mars 2014.
<b>960</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong le 15 mai 2009, adopté le 12 mars 2014.
<b>961</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres et le Canada, fait à Bruxelles le 17 décembre 2009, adopté le 12 mars 2014.
<b>962</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'Echange de lettres entre le Royaume de Belgique et le OHQ UE de l'opération ALTHEA installé au SHAPE, représenté par son Commandant, complémentaire à l'Echange de lettres entre le Royaume de Belgique et le OHQ UE de l'opération ALTHEA des 10 juillet 2006 et 14 juillet 2006, concernant l'octroi d'une exonération de la taxe de circulation et de la taxe de mise en circulation aux membres du QG ALTHEA des 30 janvier 2008 et 22 mai 2008, adopté le 12 mars 2014.
<b>963</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Ile de Man tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Bruxelles le 16 juillet 2009, adopté le 12 mars 2014.
<b>964</b>	2013-	Projet de décret portant assentiment à 1° la Convention entre le

2014 Royaume de Belgique et la République des Seychelles tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Bruxelles le 27 avril 2006 et 2° au Protocole, signé à Bruxelles le 14 juillet 2009, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République des Seychelles tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Bruxelles le 27 avril 2006, adopté le 12 mars 2014.

**991** 2013-2014 Proposition de décret spécial visant à instituer une consultation populaire au niveau régional, déposée par MM. Borsus, Kubla, Mme de Coster-Bauchau, MM. Miller et Mouyard.

**1000** 2013-2014 Projet de décret relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, adopté le 26 mars 2014.

**1001** 2013-2014 Projet de décret relatif, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, adopté le 26 mars 2014.

**1002** 2013-2014 Projet de décret instituant une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé, adopté le 26 mars 2014.

**1003** 2013-2014 Projet de décret instituant, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, une banque de données issues de sources authentiques relative à l'emploi non-marchand en Wallonie, dénommée cadastre de l'emploi non-marchand en Wallonie, « CENM » en abrégé, adopté le 26 mars 2014.

**1004** 2013-2014 Projet de décret visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, adopté le 26 mars 2014.

**1005** 2013-2014 Projet de décret visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 26 mars 2014.

**1009** 2013-2014 Proposition de décret spécial instaurant la consultation populaire régionale, déposée par MM. Hazée, Cheron, Disabato, Mme Cremasco, M. Desgain et Mme Linard.

**1024** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 21 novembre 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif aux articles 42 et 44 de la Convention

internationale des droits de l'enfant, adopté le 11 avril 2014.

- 1025** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création d'une Commission de déontologie, adopté le 23 avril 2014.
- 1026** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création d'une Commission de déontologie pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, adopté le 23 avril 2014.
- 1028** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 13 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie, adopté le 23 avril 2014.
- 1029** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité, adopté le 23 avril 2014.
- 1030** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 23 avril 2014.
- 1032** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi, adopté le 23 avril 2014.
- 1033** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté germanophone organisant la mise en œuvre d'un cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs, adopté le 23 avril 2014.
- 1043** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité

publique, adopté le 25 avril 2014.

- 1044** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique, adopté le 25 avril 2014.
- 1045** 2013-2014 Projet décret portant assentiment à l'Accord, fait à Bruxelles le 11 mai 2010 et à The Valley, Anguilla le 24 septembre 2010, entre le Royaume de Belgique et Anguilla en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, adopté le 25 avril 2014.
- 1046** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la Principauté de Liechtenstein en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, et le Protocole, faits à Bruxelles le 10 novembre 2009, adopté le 25 avril 2014.
- 1047** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale, fait à Bruxelles le 26 février 2010, adopté le 25 avril 2014.
- 1048** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Bahreïn tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Manama le 4 novembre 2007, et son Protocole modificatif fait à Manama le 23 novembre 2009, adopté le 25 avril 2014.
- 1049** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 6 décembre 1996, telle que modifiée par le Protocole fait à Bruxelles le 15 mars 2010, adopté le 25 avril 2014.
- 1050** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, fait à Oulan-Bator le 30 avril 2013, adopté le 25 avril 2014.
- 1051** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Mongolie, d'autre part, fait à Oulan-Bator le 30 avril

2013, adopté le 25 avril 2014.

## Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

Numéro	Session	Intitulé
<b>194</b>	2009-2010	Proposition de décret modifiant l'article 33bis du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et visant à améliorer la protection des clients protégés, déposée par MM. Stoffels et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 24 mars 2014.
<b>742</b>	2012-2013	Proposition de décret visant à modifier l'article 80, alinéa 2, 3°, du Code wallon du logement et de l'habitat durable, déposée par Mmes Meerhaeghe, Saenen, Cremasco et M. Tiberghien, adoptée le 19 février 2014.
<b>850</b>	2012-2013	Projet de décret portant assentiment aux accords de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française et portant sur l'adhésion de la Communauté française à diverses centrales de marchés mises en œuvre par la Région wallonne, adopté le 9 octobre 2013.
<b>887</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à la performance énergétique des bâtiments, adopté le 27 novembre 2013.
<b>897</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne augmentant, pour l'année 2014, la contribution de la Wallonie au financement du FRIA, adopté le 11 décembre 2013.
<b>924</b>	2013-2014	Projet de décret portant modifications du décret wallon du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, adopté le 22 janvier 2014.
<b>944</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes, adopté le 19 février 2014.
<b>945</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 4 décembre 2012 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le financement de la recherche fondamentale stratégique dans le cadre de politiques croisées, adopté le 19 février 2014.
<b>954</b>	2013-2014	Projet de décret portant modification du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, adopté le 12 mars 2014.

<b>956</b>	2013-2014	Proposition de décret instituant l'usufruit locatif social en vue de créer des logements publics via un partenariat public-privé, déposée par M. Jamar, Mme Reuter, MM. Crucke, Binon, Neven et Borsus, rejetée le 12 mars 2014.
<b>987</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en ce qui concerne la promotion des sources d'énergie renouvelables et de la cogénération de qualité, adopté le 26 mars 2014.
<b>988</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité relatif au mécanisme de financement externe des certificats verts via l'intermédiaire financier ainsi qu'aux exonérations de la surcharge visée à l'article 42 bis, § 1er, de ce décret, adopté le 26 mars 2014.
<b>994</b>	2013-2014	Proposition de décret visant à permettre l'accès au logement public aux propriétaires qui confient leur habitation unique en gestion auprès d'une agence immobilière sociale ou d'une société de logement de service public, déposée par M. Crucke, Mme Reuter et M. Jamar, rejetée le 25 avril 2014.
<b>1018</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 27 février 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour des projets d'infrastructures énergétiques transeuropéennes, en exécution du Règlement (UE) n°347/2013, adopté le 11 avril 2014.
<b>1020</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, adopté le 11 avril 2014.

## Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

Numéro	Session	Intitulé
<b>191</b>	2009-2010	Proposition de décret modifiant l'article 3, §1er, 2° du décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, déposée par M. Noiret, retirée par son auteur en date du 24 mars 2014.
<b>835</b>	2012-2013	Projet de décret portant des dispositions fiscales diverses, adopté le 18 septembre 2013.
<b>842</b>	2012-2013	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2007, adopté le 9 octobre 2013.

<b>857</b>	2012- 2013	Projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, aux fins 1) de satisfaire à la Directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et 2) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de "paperless vignette" dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, signé à Bruxelles le 21 octobre 2010, et modifiant les articles 7bis et 12 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord précité et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, adopté le 9 octobre 2013.
<b>858</b>	2012- 2013	Projet de décret approuvant l'Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au Protocole qui fut signé à Bruxelles le 21 octobre 2010 par les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, en application de l'article 4, §4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, adopté le 9 octobre 2013.
<b>860</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à supprimer les droits de succession entre époux et cohabitants légaux portant sur le logement familial commun, déposée par Mme Cornet, M. Jeholet, Mme Barzin et M. Borsus, rejetée le 19 février 2014.
<b>877</b>	2013- 2014	Projet de décret modifiant le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, adopté le 27 novembre 2013.
<b>880</b>	2013- 2014	Projet de décret portant des mesures diverses en matière de fiscalité des véhicules, de jeux et paris et d'appareils automatiques de divertissement, adopté le 27 novembre 2013.
<b>919</b>	2013- 2014	Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, adopté le 20 décembre 2013.

<b>930</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, adopté le 19 février 2014.
<b>947</b>	2013-2014	Projet de décret relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle, adopté le 19 février 2014.
<b>948</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant divers décrets en matière d'emploi, adopté le 19 février 2014.
<b>977</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'introduction du système de prélèvement kilométrique sur le territoire des trois régions et à la constitution d'un Partenariat interrégional de droit public Viapass sous forme d'une institution commune telle que visée à l'article 92bis, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, adopté le 26 mars 2014.
<b>1006</b>	2013-2014	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2008, adopté le 11 avril 2014.
<b>1007</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, adopté le 11 avril 2014.
<b>1027</b>	2013-2014	Projet de décret en matière de droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe et de procédure fiscale wallonne et modifiant le décret du 19 septembre 2013 portant des dispositions fiscales diverses, adopté le 11 avril 2014.
<b>1036</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de compétence, adopté le 25 avril 2014.
<b>1041</b>	2013-2014	Projet de décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2009, adopté le 25 avril 2014.
<b>1054</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'avenant à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles, le 24 octobre 2008, entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, adopté le 25 avril 2014.

## Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

Numéro	Session	Intitulé
<b>632</b>	2011-2012	Proposition de décret visant à encourager l'optimisation des ressources énergétiques et matières premières au sein des petites et moyennes entreprises et complétant pour ce faire, le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, déposée par MM. Noiret, Desgain, Mme Dethier-Neumann, MM. Disabato et Hazée.
<b>876</b>	2013-2014	Projet de décret portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé A.E.I., adopté le 27 novembre 2013.
<b>878</b>	2013-2014	Proposition de décret visant à instaurer un prêt dit "Prêt Proxi" en Wallonie, déposée par MM. Noiret, Disabato, Mmes Meerhaeghe, Cremasco et M. Desgain.
<b>1008</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, adopté le 11 avril 2014.

## Commission des affaires intérieures et du tourisme

Numéro	Session	Intitulé
<b>715</b>	2012-2013	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'étendre les missions des régies communales autonomes à la production d'énergie renouvelable de manière locale, déposée par M. Desgain, Mme Saenen et M. Hazée.
<b>840</b>	2012-2013	Proposition de décret modifiant le décret du 1er juillet 1993 portant création d'un Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, déposée par M. Borsus, Mme Pary-Mille, MM. Wahl et Neven.
<b>846</b>	2012-2013	Projet de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes, adopté le 9 octobre 2013.

<b>849</b>	2012-2013	Projet de décret modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, adopté le 27 novembre 2013.
<b>853</b>	2012-2013	Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'assurer la transparence des rémunérations dans les intercommunales, déposée par MM. Hazée, Disabato, Cheron, Mme Linard et M. Tiberghien, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>855</b>	2012-2013	Projet de décret abrogeant l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 172 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, adopté le 9 octobre 2013.
<b>909</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures, adopté le 22 janvier 2014.
<b>913</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, adopté le 22 janvier 2014.
<b>914</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un droit de tirage au profit des communes, adopté le 5 février 2014.
<b>915</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne modifiant l'article L3341-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, adopté le 5 février 2014.
<b>927</b>	2013-2014	Proposition de décret visant à modifier l'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'élargir les hypothèses d'un congé pour empêchement pour un conseiller communal, déposée par MM. Bastin, Bouchat, Yzerbyt, Langendries, de Lamotte et Prévot, adoptée le 26 mars 2014.
<b>965</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux et diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, adopté le 12 mars 2014.

<b>995</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer le dialogue social, adopté le 26 mars 2014.
<b>996</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS et visant à améliorer le dialogue social, adopté le 26 mars 2014.
<b>997</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de tourisme, adopté le 26 mars 2014.
<b>998</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales, adopté le 26 mars 2014.
<b>999</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation visant à étendre le champ d'application des dispositions relatives aux intercommunales à l'ensemble des intercommunales monorégionales et interrégionales relevant de la compétence de la Région wallonne, adopté le 26 mars 2014.
<b>1010</b>	2013-2014	Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'interdire le port de signes convictionnels par les membres du collège communal, du collège provincial, des organes des intercommunales et des organes du comité de gestion des associations de projets, déposée par MM. Borsus, Wahl, Mme Pary-Mille, M. Neven, Mmes Reuter et Bertouille.
<b>1011</b>	2013-2014	Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'interdire le port de signes convictionnels aux personnes qui exercent une mission de service public au sein d'une commune, d'une province, d'une intercommunale ou d'une association de projets, déposée par Mme Bertouille, MM. Borsus, Wahl, Mme Pary-Mille, M. Neven et Mme Reuter
<b>1017</b>	2013-2014	Proposition de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue d'interdire le port de signes convictionnels au président et au personnel des centres publics d'action sociale, déposée par Mme Pary-Mille, MM. Borsus, Wahl, Neven, Mmes Reuter et Bertouille.
<b>1035</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le décret du 27 mai 2004 relatif à l'exercice par la Communauté germanophone de certaines compétences de la Région wallonne en matière de pouvoirs

subordonnés, adopté le 25 avril 2014.

**1037** 2013-2014 Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue d'améliorer le fonctionnement et la transparence des intercommunales, déposée par MM. Bayet et Senesael, adoptée le 25 avril 2014.

## Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

Numéro	Session	Intitulé
<b>183</b>	2009-2010	Proposition de décret visant à la mise en œuvre des résolutions de la conférence des Nations-Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, déposée par Mme Simonis et Consorts, adoptée le 11 avril 2014.
<b>836</b>	2012-2013	Projet de décret modifiant l'article 327, 1 <sup>o</sup> , du Code wallon de l'action sociale et de la santé, relatif à l'intégration des personnes handicapées, adopté le 18 septembre 2013.
<b>843</b>	2012-2013	Projet de décret visant à promouvoir la prise en compte des personnes en situation de handicap dans le cadre d'un contrat de gestion ou de leurs obligations d'information, adopté le 9 octobre 2013.
<b>851</b>	2012-2013	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatives au transport médico-sanitaire, adopté le 9 octobre 2013.
<b>895</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 23 juillet 2012 entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, adopté le 11 décembre 2013.
<b>903</b>	2013-2014	Projet de décret destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne, adopté le 8 janvier 2014.
<b>904</b>	2013-2014	Projet de décret destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne, adopté le 8 janvier 2014.

<b>905</b>	2013-2014	Projet de décret destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, adopté le 8 janvier 2014.
<b>916</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatives aux centres et aux fédérations de planning et de consultation familiale et conjugale, adopté le 22 janvier 2014.
<b>941</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue d'harmoniser et de simplifier le processus d'octroi et de contrôle des subventions et les rapports d'activités, adopté le 19 février 2014.
<b>974</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'action sociale et de la santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées, adopté le 26 mars 2014.
<b>975</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant et insérant dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé des dispositions relatives aux associations de santé intégrée, adopté le 26 mars 2014.
<b>992</b>	2013-2014	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère, adopté le 26 mars 2014.
<b>993</b>	2013-2014	Projet de décret insérant, dans la partie décrétale du Code wallon de l'action sociale et de la santé, des dispositions relatives aux centres de Télé-Accueil, adopté le 26 mars 2014.
<b>1019</b>	2013-2014	Projet de décret insérant, dans le Code wallon de l'action sociale et de la santé, un Livre VII relatif à l'aide aux personnes lesbiennes, gays, bisexuels, bisexuelles et transgenres, adopté le 11 avril 2014.
<b>1042</b>	2013-2014	Projet de décret complétant le livre 1er de la deuxième partie du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'aide aux gens du voyage, adopté le 25 avril 2014.

## Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

<b>Numéro</b>	<b>Session</b>	<b>Intitulé</b>
<b>55</b>	SE2009	Proposition de décret modifiant l'article 337 du CWATUPe, déposée par Mme Bertouille et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>65</b>	SE2009	Proposition de décret visant à réduire le délai de suspension de

permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué, modifiant l'article 108 du CWATUPe, déposée par MM. Borsus et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 28 mars 2014.

<b>84</b>	2009-2010	Proposition de décret modifiant l'article 30bis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, déposée par Mme Cassart-Mailleux et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 18 février 2014.
<b>105</b>	2009-2010	Proposition de décret destiné à protéger les personnes des effets néfastes du radon dans les habitations et modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie en son article 136, déposée par M. Borsus, retirée par son auteur en date du 28 mars 2014.
<b>267</b>	2010-2011	Proposition de décret accélérant l'adoption et la révision des plans de secteur et modifiant les articles 42bis, 43 et 44 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, déposée par Mme de Coster-Bauchau et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 18 mars 2014.
<b>268</b>	2010-2011	Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie en vue d'insérer un article 4bis instaurant le principe de traçabilité instantanée en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, déposée par MM. Binon et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 10 mars 2014.
<b>269</b>	2010-2011	Proposition de décret modifiant l'article 4 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie en vue de supprimer le principe de suspension des procédures entre le 16 juillet et le 15 août, déposée par MM. Dodrimont et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>270</b>	2010-2011	Proposition de décret modifiant l'article 121 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie en vue de supprimer la procédure de rappel au Ministre en cas de recours sur un permis d'urbanisme, déposée par MM. Borsus et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>394</b>	2010-2011	Proposition de décret modifiant le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie visant à limiter les sanctions aux seules infractions urbanistiques considérées comme étant graves, déposée par MM. Stoffels, Bayet, Mme Trotta, M. Senesael et Mme Simonis, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

<b>404</b>	2010- 2011	Proposition de décret modifiant l'article 84 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) visant à introduire la notion d' « habitations légères de loisirs », déposée par M. Borsus, Mme de Coster-Bauchau et M. Dodrimont, rejetée le 23 avril 2014.
<b>441</b>	2010- 2011	Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie visant à lever les incertitudes concernant la modification de permis de lotir non périmés, déposée par MM. Stoffels, Senesael, Bayet, Mmes Trotta et Simonis, retirée par ses auteurs en date du 31 mars 2014.
<b>506</b>	2011- 2012	Proposition de décret modifiant l'article 112 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) concernant la règle du comblement, déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mmes de Coster-Bauchau, Barzin, MM. Binon et Wahl, rejetée le 23 avril 2014.
<b>600</b>	2011- 2012	Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie visant à découpler les procédures applicables en cas d'infractions urbanistiques dans le cas de la réalisation d'une nouvelle infrastructure, déposée par M. Stoffels, Mme Simonis, M. Bayet, Mme Kapompolé, MM. Senesael et Tachenion, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.
<b>601</b>	2011- 2012	Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie visant à instaurer le principe de la prescription en matière d'infractions urbanistiques, déposée par M. Stoffels, Mme Simonis, M. Bayet, Mme Kapompolé, MM. Senesael et Tachenion, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.
<b>641</b>	2011- 2012	Proposition de décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en vue de favoriser la distribution des invendus consommables aux associations d'aide alimentaire, déposée par Mmes Sonnet, Zrihen, MM. Senesael, Bayet, Mme Simonis et M. Bolland, adoptée le 12 mars 2014.
<b>645</b>	2011- 2012	Proposition de décret modifiant l'article 86 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et visant à instaurer un seul délai de péremption du permis d'urbanisme, déposée par M. de Lamotte, Mme Moucheron, M. Elsen, Mme Goffinet, MM. Lebrun et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 31 mars 2014.
<b>646</b>	2011- 2012	Proposition de décret visant à modifier l'article 35 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et

de l'Energie et portant sur les parcs animaliers, déposée par MM. Bouchat, Fourny, Mmes Goffinet, Moucheron, MM. Lebrun et de Lamotte, retirée par ses auteurs en date du 18 mars 2014.

**647** 2011-2012 Proposition de décret insérant un article 87bis dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et relatif à la présomption de permis, déposée par M. de Lamotte, Mme Moucheron, MM. Elsen, Lebrun, Fourny et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

**648** 2011-2012 Proposition de décret visant à modifier l'article 130 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et concernant l'articulation de la déclaration urbanistique avec les autres polices administratives, déposée par M. de Lamotte, Mmes Moucheron, Goffinet, MM. Elsen, Lebrun et Fourny, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

**649** 2011-2012 Proposition de décret visant à modifier l'article 154 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et relatif à la prescription de l'infraction de maintien d'actes et travaux réalisés sans permis, déposée par M. de Lamotte, Mme Moucheron, MM. Elsen, Lebrun, Fourny et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

**650** 2011-2012 Proposition de décret visant à modifier l'article 154 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et relatif au régime infractionnel des actes et travaux qui ne requièrent pas de permis, déposée par M. de Lamotte, Mme Moucheron, M. Elsen, Mme Goffinet, MM. Fourny et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

**651** 2011-2012 Proposition de décret visant à modifier l'article 155 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et relatif au versement du montant de la transaction concomitamment à la délivrance du permis requis, déposée par M. de Lamotte, Mme Moucheron, MM. Elsen, Lebrun, Fourny et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.

**743** 2012-2013 Proposition de décret visant à lutter contre la pollution lumineuse, déposée par M. Desgain, Mmes Cremasco et Saenen.

**864** 2013-2014 Projet de décret modifiant divers décrets notamment en ce qui concerne les émissions industrielles, adopté le 23 octobre 2013.

**865** 2013-2014 Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 2 septembre 2013 conclu entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'intégration des activités aériennes dans le système

communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre conformément à la directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, adopté le 23 octobre 2013.

**866** 2013-2014 Projet de décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, en vue d'intégrer les activités aériennes dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, adopté le 23 octobre 2013.

**879** 2013-2014 Proposition de décret relative à la valorisation touristique, récréative ou didactique des massifs forestiers et aux parcs animaliers, déposée par MM. Bouchat, Yzerbyt, de Lamotte, Mme Moucheron, MM. Bastin et Prévot, retirée par ses auteurs en date du 18 mars 2014.

**925** 2013-2014 Projet de décret relatif à la reconnaissance et au subventionnement structurel des associations environnementales et modifiant le Livre Ier du Code de l'environnement et le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, adopté le 22 janvier 2014.

**942** 2013-2014 Projet de décret abrogeant les articles 1er à 128 et 129 quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie et formant le Code du développement territorial, adopté le 23 avril 2014.

**943** 2013-2014 Projet de décret "Climat", adopté le 19 février 2014.

**966** 2013-2014 Projet de décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation de la déclaration, adopté le 12 mars 2014.

## Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

Numéro	Session	Intitulé
<b>440</b>	2010-2011	Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vue d'assurer une ouverture au public des bâtiments classés ayant bénéficié d'une intervention majorée de la Région wallonne dans le cadre de leur restauration, déposée par Mme Simonis et M.

Senesael, retirée par ses auteurs en date du 24 mars 2014.

<b>902</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à la voirie communale, adopté le 5 février 2014.
<b>946</b>	2013-2014	Projet de décret relatif au Code wallon de l'agriculture, adopté le 26 mars 2014.
<b>971</b>	2013-2014	Projet de décret modifiant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne le remboursement des frais de parcours et de séjour et la durée de la nomination des membres des Commissions de conservation des sites Natura 2000 ainsi que les annexes IIa, IIb, VIa, VIII, IX et XI, adopté le 26 mars 2014.
<b>972</b>	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 8 octobre 2010 entre l'Etat fédéral et les Régions en vue de l'exécution des Règlements des Communautés européennes relatifs à une politique de capacité des flottes communautaires dans la navigation intérieure en vue de promouvoir le transport par voie navigable, adopté le 26 mars 2014.
<b>986</b>	2013-2014	Projet de décret relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, adopté le 26 mars 2014.
<b>1016</b>	2013-2014	Proposition de décret modifiant le Livre III du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie portant les dispositions relatives au patrimoine, déposée par M. Prévot, Mme Simonis, MM. Desgain, Senesael, Mme Saenen et M. Bastin, adoptée le 11 avril 2014.
<b>1023</b>	2013-2014	Projet de décret relatif au développement rural, adopté le 11 avril 2014.

### Commission spéciale relative à la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat

<b>Numéro</b>	<b>Session</b>	<b>Intitulé</b>
923	2013-2014	Proposition de décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, déposée par MM. Collignon, Borsus, Hazée et Prévot, adoptée le 11 avril 2014.
973	2013-2014	Proposition de décret spécial abrogeant le décret spécial du 23 octobre 1997 visant à associer les sénateurs élus directement par le Collège électoral français aux travaux du Conseil régional wallon, déposée par Mme Simonis, MM. Disabato, Prévot et Borsus, adoptée le 11 avril 2014.

1021	2013-2014	Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, adopté le 11 avril 2014.
------	-----------	--

## D. AUDITIONS EN COMMISSIONS

### Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

- **Plan Marshall 2022** - le 23 septembre 2013, exposé de M. Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon ([Doc.863 \(2013-2014\) N°1](#)).

### Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

- **Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements**, déposée par M. Stoffels ([Doc.841 \(2012-2013\) N°1](#)) - les 16, 23, 30 janvier et 11 mars 2014, auditions de :

- M. De Schutter, Directeur à l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) et secrétaire du comité permanent des sociétés de logement de service public de la Région wallonne (SLSP) ;

- Mme Nemery et M. Collinge, Directrice générale a.i. et Directeur des financements alternatifs du Centre régional d'aide aux communes (CRAC) ;

- M. Cordier, Directeur-gérant de la Société de logement de service public « Notre Maison » ;

- M. Pradella, Directeur du Centre d'Etudes en Habitat Durable ;

- M. Rosenoer, Directeur général de la Société wallonne du Logement (SWL) ;

- MM. Carnoy et Chamcham, Directeur général, et conseiller-adjoint au département économie de la Fédération Construction Wallonne ;

- Mme Ombelets et M. Fontaine, Directrice générale, et Directeur des expertises et de la recherche de la Société wallonne du Crédit social ;

- M. Goethgebuer, Secrétaire général de l'Institut de conseil et d'études en développement durable (ICEDD) ;

- M. Sciarra et Mme Longrée, Directeur général, et Directrice du service d'aide locative du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie ;

- MM. Hanin, Halleux et Fontaine, Directeur du Centre de Recherches et d'Etudes pour l'Action Territoriale (CREAT), Président du Centre de Recherche sur la Ville, le Territoire et le Milieu (LEPUR), et chercheur en développement territorial à l'IGEAT-ULB, représentants habilités de la Conférence Permanente du Développement Territorial

(CPDT) ;

- MM. Franck et Charlier, administrateur, et membre effectif de l'Union professionnelle du secteur immobilier (UPSI) ;
  - Mme Rizzo, Directrice de l'Association de promotion du logement (RELOGEAS) ;
  - Mme Mahy, Secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) ;
  - Mmes Huygens, Lelubre et Lotte, Directrice générale, chargée de recherche et caprice logement du Relais Social de Charleroi ;
  - MM. Charlier et Caruso et Mme Deprez, géographe, économiste et historienne et démographe à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) ;
  - M. Grégoire, Inspecteur général f.f. du Département logement de la Direction générale opérationnelle de l'aménagement du territoire, du logement, du patrimoine et de l'énergie (DGO 4) ;
  - MM. Bogaerts et Van Bulck, Président du Conseil d'administration de l'Union professionnelle du Crédit (UPC), et Secrétaire général de l'Union professionnelle du Crédit (UPC) et Directeur commercial banking de la Fédération belge du secteur financier (FébelFin) ;
  - Mme Vandresse, attachée au Bureau fédéral du Plan ;
  - M. Defeyt, Président du Conseil supérieur du logement ;
  - MM. Lebrun et Gérard, Directeur de l'AIS de La Louvière et Directeur de l'AIS Nord Luxembourg, représentants habilités de l'Union wallonne des AIS ;
  - MM. Szeker et Denis, Head of Project Management et Chief Operating Officer à la Société immobilière belge spécialisée en immobilier de location (COFINIMMO sa) ;
  - M. Treselj, Président de l'Union wallonne des Architectes ;
  - M. Hamal, Président national du Syndicat national des Propriétaires et co-Propriétaires (SNP) ;
  - MM. Infanti et Vertenuel, économiste et conseiller au service d'études et coordinateur et Secrétaire fédéral de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) ;
  - M. Norga, économiste au service d'études de la Centrale bâtiment - industrie & énergie de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC) ;
  - M. Locht, Secrétaire régional wallon de la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB) ;
  - M. Garcia, Secrétaire général du Syndicat des locataires ;
  - Maîtres Wuilquot et Dugardin, Présidente de la Commission « immobilier » du Conseil francophone et Président de la Commission « Législation régionale », de la Fédération royale du Notariat belge (FRNB) ;
  - M. Deffet, Président de l'Association wallonne des sociétés de logements sociaux (AwaL) ;
  - MM. Bourgeois et Bianchet, Directeur de l'Institut de Fiscalité de l'Université de Liège et chercheur au Centre de Recherche sur la Ville, le Territoire et le Milieu (LEPUR-ULg).
- **Utilisation de l'ammoniac comme vecteur énergétique** - le 18 février 2014, audition de M. Vercruysse, administrateur de Probatex sc ([Doc.983 \(2013-2014\) N°1](#)).

## Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

- **Rapport annuel 2012 sur la dette de la Wallonie** - le 22 octobre 2013, exposé de M. Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports ([Doc.882 \(2013-2014\) N°1](#)).

## Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

- **Programme Creative Wallonia** ([Doc.938 \(2013-2014\) N°1](#)) - les 30 avril, 14 et 28 mai, 11 juin, 9 juillet, 8 octobre 2013 et 21 janvier 2014, auditions de :

- M. Monceau, Président de la Commission permanente pour l'examen de la structure des entreprises (CPESE) ;
- M. Valentiny, Directeur de ID-Campus ;
- M. Verbeke, Directeur général de NEST'up ;
- M. Piquard, Directeur de Microsoft Innovation Center ;
- M. Gilson, co-Fondateur et gérant de La Forge - Coworking ;
- M. Chèvremont, Directeur du centre d'innovation et d'entreprise Héraclès et Président de Switch Coworking ;
- M. Schirrer, co-gérant de Jellycube studio ;
- M. Simon, professeur à HEC-Montréal ;
- M. Froehlicher, Directeur général et doyen de HEC-Ulg ;
- Mme Dutrewe, chargée de projets Boost'up ;
- M. Bar, Directeur général de « The Smart Company » ;
- M. Giraudet, chargé de développement d'Art-Chétype ;
- M. Degeimbre, Directeur de « L'Air du Temps » ;
- M. Collet, Inspecteur général de la DGO6 du SPW ;
- M. Lepage, Directeur de la Direction de la politique économique, initiateur et responsable du Wallonia European Creative District (WECD) ;
- M. Vuijlsteke, Project Manager Flanders DC ;
- Mme Debrock et M. Tricart, Directrice et coordinateur général de Plaine Images.

**Bilan et perspectives des pôles de compétitivité et des clusters** ([Doc.939 \(2013-2014\) N°1](#)) - les 24 janvier, 28 février, 27 mars, 23 avril 2012 et 21 janvier 2014, auditions de :

- M. Labar, Directeur f.f. des réseaux d'entreprises au Service public de Wallonie ;
- M. Vansteenkiste, Président du Jury international des pôles de compétitivité ;
- M. Stéphane, Président de Biowin ;
- M. Sonveaux, Président de Skywin ;
- M. Crahay, Président de Wagrallim ;
- M. Nizet, Président de Logistics in Wallonia ;
- M. Héris, Président de Greenwin ;

- M. Germay, Directeur général de Mecatech ;
- M. Capron, Professeur à l'Université libre de Bruxelles ;
- M. Reuter, Administrateur délégué de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) ;
- Mme Ruol, Conseillère économique au Service d'études de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique (CSC) ;
- M. Infanti, Conseiller au Service d'études de l'Interrégionale wallonne de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) ;
- M. Lochet, Secrétaire régional wallon adjoint de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB).

- **Cogestion selon le modèle allemand** ([Doc.970 \(2013-2014\) N°1](#)) - les 22 mai, 19 juin, 6 novembre 2012, 19 et 21 février 2013 et le 4 février 2014, auditions de :

- Mme Collard, Directrice de « Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises » (SAW-B) ;
- Mme Ferreras, chercheuse qualifiée au FNRS, professeure à l'UCL ;
- M. Lochet, Secrétaire régional wallon de la CGSLB ;
- M. Tamellini, conseiller spécial à la FGTB ;
- M. Reuter, Administrateur délégué de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) ;
- Mme Laforêt, attachée au Service entreprise de la CSC ;
- Mme Otto, Directrice de la Fédération des forges de la Sarre.

- « **Une monnaie complémentaire, outil pertinent pour abréger la crise en Wallonie** » - le 4 février 2014, débat organisé à la demande de M. Noiret, en application de l'article 63 du Règlement du Parlement wallon.

En ses réunions des 18 février et 11 mars 2014, la Commission a procédé à la désignation de trois rapporteurs (Mmes Goffinet, Kapompole et M. Noiret) pour établir un rapport introductif ([Doc.1065 \(2013-2014\) N°1](#)).

## Commission des affaires intérieures et du tourisme

- **Rapports d'activités de Wallonie-Bruxelles Tourisme ASBL (WBT-O.P.T.) pour les années 2011 et 2012** ([Doc.889 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 22 octobre 2013, audition de Mme Jacobs, Directrice générale de WBT-O.P.T.

- **Rapports d'activités du Commissariat général au tourisme (CGT) pour les années 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012** ([Doc.890 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 22 octobre 2013, audition de M. Lambot, Commissaire général du CGT.

- **Rapport sur la tenue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2012** ([Doc.982 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 18 février 2014, audition de M. Marnette, Inspecteur général de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux et de l'Action sociale et de la Santé (DGO5).

## Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

- **Financement des hôpitaux** ([Doc.940 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 21 janvier 2014, audition de MM. Melin et Collinge, Premier Directeur général adjoint et Directeur des financements alternatifs du Centre régional d'aide aux communes (CRAC).
- **Budget 2014 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH)** ([Doc.1061 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 9 avril 2014, audition de MM. Hurdebise et Lheureux, Directeur et Expert de l'AWIPH.

## Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

- **Schéma de développement de l'espace régional (SDER)** - le 10 décembre 2013, audition de M. Ippersiel, responsable de projets à l'Institut de conseil et d'études en développement durable (ICEDD).
- **Projet de décret abrogeant les articles 1er à 128 et 129 quater à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie et formant le Code du développement territorial** ([Doc.942 \(2013-2014\) N° 1 à 334](#)) - le 18 février 2014, auditions de :
  - M. Carnoy, Mme Richiuso et M. Charlier, Directeur général, Conseiller au Département Droit et Urbanisme de la Confédération Construction Wallonne (CCW) et membre de l'UPSI ;
  - M. Assouad, chargé de mission Aménagement du territoire et Urbanisme de la Fédération Inter-Environnement Wallonie ;
  - M. Delecour et Mme Barlet, Directeur-Fonctionnaire délégué et Fonctionnaire déléguée du Département logement de la Direction générale opérationnelle de l'aménagement du territoire, du logement, du patrimoine et de l'énergie (DGO 4) ;
  - MM. Ceder et Ransy, Conseillers à la Cellule Aménagement du territoire de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW) ;
  - MM. Treselj et Coupez, Président et Vice-Président de l'Union Wallonne des Architectes (UWA) ;
  - MM. Claudot et Simar, Premier Attaché et Secrétaire général adjoint du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) ;
  - Mme Libert et M. Granville, Directrice de l'aménagement du territoire à l'IDEA de Mons et Secrétaire général du BEP.

## Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

- **Rapport d'activités et comptes pour l'année 2012 de la Société régionale wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (SOFICO)** ([Doc.967 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 3 février 2014, audition de MM. Langendries et Dehalu, Président et administrateur délégué de la SOFICO.

- **Deuxième pilier de la Politique agricole commune (PAC)** ([Doc.1058 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 7 avril 2014, exposé de M. Di Antonio, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine.

### **Réunion conjointe de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales du Parlement wallon et de la Commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales et du Règlement, de l'Informatique, contrôle des communications des membres du Gouvernement et des dépenses électorales du Parlement de la Communauté française**

- **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire** ([Doc.910 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 4 décembre 2013, auditions de :

- M. Becker, Secrétaire national de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC) ;
- M. Lebeau, permanent du Service d'Etude et Formation de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC) ;
- M. Bodson, Secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) ;
- M. Bonfond, conseiller au Centre d'Education Populaire André Genot (CEPAG) ;
- M. Pagano, Vice-Recteur au Développement institutionnel et régional et professeur à l'Université de Mons ;
- M. Bayenet, professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB).

### **Commission spéciale relative à la mise en œuvre de la sixième réforme de l'État**

- **Mise en œuvre de la sixième réforme de l'État au niveau régional wallon** ([Doc.980 \(2013-2014\) N°1](#)) - les 20 janvier, 3 et 17 février 2014, auditions de :

- M. Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- M. Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports ;
- M. Nollet, Ministre du Développement durable et de la Fonction publique ;
- Mme Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances.

## E. BUDGET DE LA RÉGION

### Projets de décret de nature budgétaire

Numéro	Session	Intitulé
<b>Doc 5-VII a</b>	2013- 2014	Deuxième feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 11 décembre 2013.
<b>Doc 5-IX bcd</b>	2013- 2014	Deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, adopté le 11 décembre 2013.
<b>Doc 4-V a</b>	2013- 2014	Budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, adopté le 11 décembre 2013.
<b>Doc. 4-V bcd</b>	2013- 2014	Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, adopté le 11 décembre 2013.

### Cour des comptes

Outre sa fonction de conseiller budgétaire, la Cour des comptes exerce notamment un contrôle financier, un contrôle de légalité et de régularité sur les dépenses et les recettes de la Région wallonne. Elle est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle réalise.

Dans ce cadre, ont été reçus :

- le **21e cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II - Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2009 ([Doc. 859 \(2013-2014\) N°1](#)) ;
- le **25e Cahier d'observations** adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule Ier ([Doc. 922 \(2013-2014\) N° 1](#)) ;
- un **Rapport d'audit de la Cour des comptes sur « Le système informatique comptable du service public de Wallonie dans le cadre de la nouvelle comptabilité publique »**, le 10 mars 2014, audition de Mme Winant, première auditrice-révisseuse de la Cour des comptes et M. Jacques, premier auditeur de la Cour des comptes ([Doc.1015 \(2013-2014\) N°1](#)) ;
- un **Rapport de la Cour des comptes sur la « stratégie de simplification administrative en Région wallonne »**. - le 24 mars 2014, audition de MM. Nassaut et Stassart, Auditeurs adjoints à la Cour des comptes ([Doc.1038 \(2013-2014\) N°1](#)) ;
- Un **Rapport de la Cour des comptes relatif à l'audit de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH)** ([Doc. 1060 \(2013-2014\) N°1](#)) - le 9 avril 2014, audition de MM. Renaux et Dumont, Premier Auditeur-Révisseur de la Cour des comptes et Premier Auditeur de la Cour des comptes et Mme Fripiat, Auditrice-adjointe de la Cour des comptes.

## F. CONSEIL D'ÉTAT ET COUR CONSTITUTIONNELLE

### Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat est doté d'une section de législation chargée de fournir un avis technique aux parlements et aux gouvernements à propos des textes législatifs et réglementaires.

L'avis de la section de législation a plus précisément pour objet de vérifier la conformité des textes proposés avec les normes juridiques existantes, la compétence de l'autorité qui en prend l'initiative et la bonne rédaction des textes.

En date du 27 janvier 2014, le Conseil d'Etat a remis un avis sur la proposition de décret relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française déposée par MM. Collignon, Borsus, Hazée et Prévot ([Doc.923 \(2013-2014\) N°2](#)).

### Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle contrôle les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale. Le Parlement wallon a publié les arrêts qui concernent des décrets régionaux, à savoir :

- arrêt de la Cour constitutionnelle du 19 décembre 2013 concernant le recours en annulation partielle de l'article 19, § 1er, alinéa 1er, et en annulation totale de l'article 21 du décret de la Région wallonne du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, introduit par l'ASBL "Ligue des Droits de l'Homme" ([Doc. 926 \(2013-2014\) N° 1](#)) ;
- arrêt de la Cour constitutionnelle du 29 janvier 2014 concernant le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 12 février 2009 "ratifiant le permis délivré pour la construction d'une route de type RGG (E420) entre Frasnes-lez-Couvin et Brûly (contournement de Couvin et liaison Couvin-Brûly) en application du décret du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général", introduit par M. Philippe Nameche ([Doc. 969 \(2013-2014\) N° 1](#)) ;
- arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 février 2014 concernant le recours en annulation des articles 7 à 9 du décret de la Région wallonne du 17 juillet 2008 relatif à quelques permis pour lesquels il existe des motifs impérieux d'intérêt général, introduit par M. Jean-Luc Abad Gonzalez et autres ([Doc. 981 \(2013-2014\) N° 1](#)).

# CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

## A. GOUVERNEMENT WALLON

Au cours de la session 2013-2014, le Gouvernement wallon élu par le Parlement se compose de 8 membres :

- **M. Rudy Demotte**, Ministre-président du Gouvernement wallon, chargé notamment des relations internationales et de la simplification administrative ;
- **M. Jean-Marc Nollet**, Vice-président et Ministre du Développement durable, de la Fonction publique, de l'Energie, du Logement et de la Recherche ;
- **M. André Antoine**, Vice-président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation, des infrastructures sportives et de la Politique aéroportuaire ;
- **M. Jean-Claude Marcourt**, Vice-président et Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur, des Technologies nouvelles et de l'Enseignement supérieur ;
- **M. Paul Furlan**, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Tourisme ;
- **Mme Eliane Tillieux**, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances ;
- **M. Philippe Henry**, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité ;
- **M. Carlo Di Antonio**, Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine.

## B. INTERPELLATIONS ET QUESTIONS

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur le Gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire. La question parlementaire peut prendre la forme d'une question orale, d'une question écrite ou encore d'une question d'actualité.

Une interpellation est une demande d'explication adressée à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique du Gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

Une question orale est une question parlementaire qui est développée en réunion de commission. Elle n'ouvre pas de perspective de dépôt d'une motion.

La question écrite ne fait pas l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière. Elle est adressée à un membre du Gouvernement dans le but d'obtenir des éclaircissements sur des points particuliers de la législation ou encore en vue de faire préciser un aspect de sa politique.

Enfin, la question d'actualité est une demande d'explication adressée à un membre du Gouvernement en séance plénière. Elle porte sur un événement présentant un caractère d'actualité et dont le développement, en raison de son objet, ne peut attendre une prochaine réunion de commission.

Le Parlement wallon aura connu, durant la session 2013-2014, 31 interpellations, 1 102 questions orales, 2 426 questions écrites et 178 questions d'actualité.

Cette session s'est terminée anticipativement le 25 mai 2014 et cet élément doit être pris en compte en cas de comparaison statistique avec les sessions précédentes.

<b>Commission</b>	Interpellations	Questions orales
<b><i>Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales</i></b>	2	47
<b><i>Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique</i></b>	7	137
<b><i>Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports</i></b>	1	122
<b><i>Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles</i></b>	4	140
<b><i>Commission des affaires intérieures et du tourisme</i></b>	1	141
<b><i>Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances</i></b>	5	107
<b><i>Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité</i></b>	7	184
<b><i>Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine</i></b>	4	224

## C. RAPPORTS DIVERS

### Rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon est publiée chaque année avant le 31 octobre, sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement wallon, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2013-2014, cette liste a été publiée le 25 octobre 2013 ([Doc.888 \(2013-2014\) N°1](#)).

## D. MÉDIATEUR

L'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne porte création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Un Règlement d'ordre intérieur relatif au traitement des réclamations pris en application de l'accord de coopération précité a été adopté en séance plénière du 11 avril 2014 ([Doc. 1059 \(2013-2014\) N°1](#)).

Une modification du statut des agents du service du Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne a par ailleurs été adoptée le même jour.

Le Médiateur a remis son deuxième rapport annuel en date du 13 mai 2014 entre les mains du Président du Parlement wallon ([Doc. 1066 \(2013-2014\) N°1](#)).

# RÉSOLUTIONS

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement wallon sur un problème de société.

Numéro	Session	Intitulé
<b>112</b>	2009-2010	Proposition de résolution relative au permis d'urbanisme, déposée par MM. Jamar et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>266</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant à réduire les délais en matière de permis d'urbanisme, déposée par MM. Borsus et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>274</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant à la mise en œuvre immédiate pour les pouvoirs publics en Région wallonne du délai de paiement à 30 jours, déposée par Mme Cornet et Consorts.
<b>275</b>	2010-2011	Proposition de résolution relative à la généralisation des délais de rigueur dans les procédures d'urbanisme et d'aménagement du territoire, déposée par MM. Kubla et Consorts, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>277</b>	2010-2011	Proposition de résolution relative à la simplification et à la traçabilité administrative des aides à la recherche et à l'innovation en Wallonie par voie de modification de l'AGW du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation, déposée par Mme Reuter et Consorts.
<b>306</b>	2010-2011	Proposition de résolution sur la mise en œuvre du plan : « Des communes énerg-éthiques », déposée par MM. Jamar et Consorts, rejetée le 11 avril 2014.
<b>333</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant la création d'une cellule unique et transversale consacrée aux partenariats public-privé en Wallonie, déposée par MM. Jamar et Consorts.
<b>372</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant à créer un label afin de favoriser la visibilité des produits de qualité différenciée dans le cadre de circuits courts en matière d'alimentation, déposée par Mme Dethier-Neumann, M. Desgain, Mme Linard, M. Daele, Mme Saenen et M. Disabato, adoptée le 26 mars 2014.
<b>374</b>	2010-2011	Proposition de résolution relative à l'instauration d'une consigne pour les canettes, déposée par MM. Fourny, Di Antonio et Mme Servaes.

<b>406</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant à la création d'une commission spéciale chargée d'étudier l'impact de l'évolution démographique de la population sur les politiques régionales aux échéances à court terme (2020-2030) et à long terme (2050), d'en évaluer l'impact financier pour le budget régional et de proposer les pistes de réformes nécessaires pour que la Région puisse y faire face, déposée par M. Borsus, Mme Bertouille, MM. Jamar et Jeholet, rejetée le 19 février 2014.
<b>430</b>	2010-2011	Proposition de résolution relative à l'accueil temporaire des gens du voyage en Wallonie, déposée par Mme Meerhaeghe, retirée par son auteur en date du 9 avril 2014.
<b>448</b>	2010-2011	Proposition de résolution visant une meilleure prise en compte de la vie affective et sexuelle des personnes handicapées en Région wallonne, déposée par M. Daele, adoptée le 5 février 2014.
<b>467</b>	2011-2012	Proposition de résolution sur les conseillers « énergie » et « logement » dans les communes, déposée par MM. Jamar, Borsus, Mouyard, Crucke et Neven, retirée par ses auteurs en date du 24 septembre 2013.
<b>602</b>	2011-2012	Proposition de résolution relative aux principes de Yogyakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, déposée par M. Daele et Mme Meerhaeghe, adoptée le 11 avril 2014.
<b>608</b>	2011-2012	Proposition de résolution visant à améliorer la sécurité sur les chantiers autoroutiers, déposée par M. Stoffels, Mme Gonzalez Moyano, M. Dupont, Mme Trotta, MM. Lenzini et Pirlot.
<b>622</b>	2011-2012	Proposition de résolution limitant les rémunérations des dirigeants au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique, déposée par MM. Jeholet, Borsus, Mme de Coster-Bauchau, MM. Mouyard et Miller, rejetée le 25 avril 2014.
<b>639</b>	2011-2012	Proposition de résolution visant à promouvoir l'implantation de toitures végétales, déposée par Mme Cremasco, M. Desgain et Mme Dethier-Neumann, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>643</b>	2011-2012	Proposition de résolution visant à soutenir et relancer le secteur économique des entreprises de presse écrite, déposée par Mme Meerhaeghe.
<b>653</b>	2011-2012	Proposition de résolution portant sur une meilleure accessibilité à l'eau potable dans les espaces publics, adoptée le 27 novembre 2013.
<b>660</b>	2011-	Proposition de résolution sur les agences de placement, déposée

	2012	par Mmes Kapompolé, Zrihen, Simonis, M. Dupont, Mme Targnion et M. Kilic, retirée par ses auteurs en date du 3 février 2014.
<b>724</b>	2012-2013	Proposition de résolution relative à la promotion d'achats groupés d'énergie, déposée par Mme Kapompolé, MM. Stoffels, Onkelinx, Bayet, Tachenion et Mme Simonis, adoptée le 19 février 2014.
<b>730</b>	2012-2013	Proposition de résolution visant à définir les axes de la réforme du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, déposée par MM. Stoffels, Bayet, Senesael, Maene et Mme Trotta, retirée par ses auteurs en date du 9 avril 2014.
<b>752</b>	2012-2013	Proposition de résolution relative à l'introduction du cologement dans le logement social, déposée par M. Crucke
<b>778</b>	2012-2013	Proposition de résolution visant à l'encouragement des communes à la mise à disposition d'un lieu public permettant d'organiser des funérailles non confessionnelles ou laïques, déposée par M. Hazée, Mme Zrihen, MM. Jamar et Prévot, adoptée le 11 décembre 2013.
<b>805</b>	2012-2013	Proposition de résolution demandant le portage de la sidérurgie intégrée liégeoise par les pouvoirs publics wallons, déposée par M. Wesphael.
<b>806</b>	2012-2013	Proposition de résolution relative au renforcement de la primauté du soutien à l'emploi dans les décrets d'expansion économique, déposée par M. Bolland, Mme Gahouchi, M. Collignon, Mme Zrihen et M. Onkelinx.
<b>822</b>	2012-2013	Proposition de résolution visant à améliorer la prise en charge de l'anorexie mentale, de la boulimie et des troubles apparentés, déposée par Mmes Trotta, Zrihen et M. Bolland, adoptée le 27 novembre 2013.
<b>828</b>	2012-2013	Proposition de résolution relative à l'exclusion de l'agriculture du champ d'application du futur accord de Partenariat de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, déposée par Mme Dethier-Neumann, MM. Hazée, Disabato, Mme Linard et M. Desgain , retirée par ses auteurs le 10 mars 2014.
<b>830</b>	2012-2013	Proposition de résolution visant à garantir le financement des communes et à créer un groupe de travail relatif aux perspectives d'avenir des finances communales, déposée par MM. Collignon, Bouchat, Hazée et Neven, adoptée le 9 octobre 2013.
<b>838</b>	2012-2013	Proposition de résolution relative à la création d'un point de contact chargé de l'actualisation des systèmes GPS au sein du Service public de Wallonie, déposée par MM. Jamar, Borsus et

Jeholet.

<b>841</b>	2012- 2013	Proposition de résolution invitant le Gouvernement wallon à lancer un programme exceptionnel de création et d'entretien de logements, déposée par M. Stoffels.
<b>852</b>	2012- 2013	Proposition de résolution visant à défendre et à garantir les spécificités du monde agricole wallon dans le cadre des négociations sur l'accord de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique, déposée par Mmes Dethier-Neumann, Simonis, M. Prévot, Mme Linard, MM. Senesael et Bastin, adoptée le 26 mars 2014.
<b>854</b>	2012- 2013	Proposition de résolution visant à améliorer la situation des résidents domiciliés dans des équipements situés actuellement en zone d'habitat permanent, déposée par MM. Borsus et Dodrimont, rejetée le 25 avril 2014.
<b>856</b>	2012- 2013	Proposition de résolution relative à la gestion de l'Institut scientifique de service public en Région wallonne, déposée par MM. Jamar, Crucke, Dodrimont, Neven, Mme Cornet et M. Binon, rejetée le 9 octobre 2013.
<b>881</b>	2013- 2014	Proposition de résolution visant à l'initiation d'un programme "Erasmus" pour l'apprentissage des métiers techniques à travers les fonds structurels de développement régional, déposée par MM. Miller et Jeholet.
<b>885</b>	2013- 2014	Proposition de résolution visant à lutter contre la pauvreté des femmes, déposée par Mme Zrihen, adoptée le 25 avril 2014.
<b>886</b>	2013- 2014	Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté infantile, déposée par Mme Zrihen, adoptée le 25 avril 2014.
<b>891</b>	2013- 2014	Proposition de résolution relative aux marchés publics, déposée par MM. Bolland, Mme Morreale, MM. Onkelinx, Maene, Bayet et Tachenion, retirée par ses auteurs en date du 7 avril 2014.
<b>892</b>	2013- 2014	Proposition de résolution visant le transfert de compétences à la Communauté germanophone, déposée par MM. Jeholet, Borsus et Crucke, rejetée le 8 janvier 2014.
<b>893</b>	2013- 2014	Proposition de résolution relative à l'encouragement des pouvoirs locaux à la participation aux opérations de sensibilisation au don d'organes, déposée par MM. Jamar, Collignon, Hazée et Bastin, adoptée le 8 janvier 2014.
<b>901</b>	2013- 2014	Proposition de résolution portant création d'une commission spéciale relative à la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat,

		déposée par M. Dupriez, Mme Simonis, MM. Borsus, Disabato et Prévot, adoptée le 20 décembre 2013.
<b>908</b>	2013-2014	Proposition de résolution relative au prix de l'électricité en Wallonie, déposée par MM. Borsus, Jamar, Crucke, Mme Reuter et M. Jeholet.
<b>921</b>	2013-2014	Proposition de résolution relative aux soins pédiatriques à domicile, déposée par Mmes Reuter, Bertouille et M. Dodrimont, adoptée le 11 avril 2014.
<b>955</b>	2013-2014	Proposition de résolution visant à faciliter le transport de défunts entre pays limitrophes, déposée par Mme Bertouille, MM. Maene, Hazée et Prévot, adoptée le 12 mars 2014.
<b>968</b>	2013-2014	Proposition de résolution en matière de créativité et d'innovation, déposée par Mme Kapompolé, M. Noiret et Mme Goffinet, adoptée le 25 avril 2014.
<b>978</b>	2013-2014	Proposition de résolution visant à étendre les missions des régies communales autonomes à la production d'énergie renouvelable de manière locale, déposée par M. Desgain, Mmes Zrihen, Pary-Mille et M. Bouchat, adoptée le 26 mars 2014.
<b>979</b>	2013-2014	Proposition de résolution relative aux coordinations interrégionales en matière de prévention des inondations et de qualité des eaux dans la vallée de la Senne, déposée par MM. Desgain, Maene, Langendries et Mme de Coster-Bauchau, adoptée le 11 avril 2014.
<b>984</b>	2013-2014	Proposition de résolution visant à soutenir le maintien de l'Institut des vétérans - Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre (IV-INIG), déposée par Mme Bertouille, M. Onkelinx, Mme Saenen et M. Tanzilli, adoptée le 26 mars 2014.
<b>985</b>	2013-2014	Proposition de résolution relative à la création d'un Observatoire économique des marchés publics, déposée par MM. Bolland, Bayet, Mmes Gahouchi, Simonis, M. Stoffels et Mme Trotta, adoptée le 25 avril 2014.
<b>1012</b>	2013-2014	Proposition de résolution visant à interdire le port de signes convictionnels au sein des services du Gouvernement wallon, des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique relevant de la Région wallonne, déposée par Mme Reuter, M. Borsus, Mme de Coster-Bauchau, MM. Mouyard, Miller et Mme Bertouille, adoptée le 11 avril 2014.
<b>1039</b>	2013-2014	Proposition de résolution sur le partenariat public-privé en Wallonie, déposée par MM. Jamar et Fourny.

# DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

En vertu de l'article 62 du Règlement, la Conférence des présidents peut, d'initiative ou sur proposition d'une commission, décider d'organiser un débat en séance plénière sur un thème particulier. Il en va de même, en application de l'article 137.2, lorsque plusieurs questions d'actualité portent sur le même sujet.

## A. DÉBATS EXTRAORDINAIRES

### - Séance plénière du 18 septembre 2013

Débat sur les missions et le contrôle des intercommunales ([CRI N° 1 \(2013-2014\)](#)).

### - Séance plénière du 25 septembre 2013

Débat sur les finances locales ([CRI N° 2 \(2013-2014\)](#)).

### - Séance plénière du 12 mars 2014

Débat sur l'état de la Wallonie ([CRI N° 13 \(2013-2014\)](#)).

## B. DÉBATS RELATIFS À DES QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### - Séance plénière du 27 novembre 2013

Débat sur l'installation de Ryanair à Brussels Airport et la concurrence entre aéroports ([CRI N° 6 \(2013-2014\)](#)).

### - Séance plénière du 22 janvier 2014

Débat sur le résultat des négociations relatives à la répartition des aides agricoles européennes ([CRI N° 10 \(2013-2014\)](#)).

### - Séance plénière du 19 février 2014

Débat sur le nouveau plan de transport de la SNCB et la mobilité en Wallonie ([CRI N° 12 \(2013-2014\)](#)).

# RELATIONS INTERNATIONALES

## A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES

Durant la session 2013-2014, le Président Dupriez a reçu les ambassadeurs suivants :

- le 24 octobre 2013, **S.E. M. Tahar Chérif, Ambassadeur de la République de Tunisie**

M. l'Ambassadeur a rappelé les relations qui unissent de longue date la Tunisie et la Belgique, le premier Traité bilatéral d'amitié et de commerce datant de 1839.

Le Président et l'Ambassadeur ont fait le point sur les grands débats qui ont eu lieu depuis la révolution en Tunisie au sujet de l'identité tunisienne, du statut de la femme et de la lutte contre le chômage des jeunes, surtout dans les zones rurales.

Au niveau économique, le développement d'un pôle aéronautique important proche de Tunis a été mis en évidence.

M. le Président a également abordé avec M. l'Ambassadeur la question de la sécurité et du fondamentalisme religieux qui déstabilise le pays.

- le 13 mars 2014, **S.E. Mme Victoria S. Bataclan, Ambassadrice de la République des Philippines**

M. le Président a abordé avec Mme l'Ambassadrice la question de la ratification de l'accord-cadre de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres d'une part, et la République des Philippines, d'autre part, signé le 11 juillet 2012 ([Doc. 810 \(2012-2013\) N° 1](#)).

Mme l'Ambassadrice et M. le Président ont également abordé la question du fédéralisme. Mme l'Ambassadrice a évoqué à cette occasion le parlement régional de Mindanao, région à dominante musulmane qui se situe dans le sud de l'archipel des Philippines.

## B. MISSION D'ÉTUDES

- du 18 au 20 novembre 2013, **mission d'étude d'une délégation du Parlement wallon à Edimbourg sur le thème de l'interaction entre les parlements et la société**

Cette mission a notamment permis de rencontrer des élus du Parlement écossais, des fonctionnaires du Gouvernement ainsi que le maire de la Ville d'Edimbourg afin de s'informer au sujet des initiatives prises par ces institutions en ce qui concerne les interactions avec les citoyens.

Un rapport a été présenté par M. le Président Dupriez et publié le 15 mai 2014 ([Doc.1068 \(2012-2013\) N°1](#)).

## C. PARTICIPATIONS À DES RÉUNIONS INTERNATIONALES ET INTERRÉGIONALES

### Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux)

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux a tenu des réunions de commissions les 11 octobre, 22 novembre et 25 novembre 2013.

Le Conseil s'est réuni en séance plénière le 6 décembre 2013.

### Conférence des assemblées législatives régionales d'Europe (CALRE)

La CALRE réunit les parlements régionaux de l'Union européenne qui possèdent un pouvoir législatif, soit 74 régions réparties dans 8 pays.

Ses missions consistent à approfondir la participation démocratique de ses membres dans le cadre de l'Union européenne, à défendre les valeurs et les principes de la démocratie régionale, à renforcer les liens entre les assemblées législatives régionales et à soutenir leurs activités de coopération transfrontalière.

L'assemblée générale de la CALRE s'est tenue du 20 au 22 octobre 2013.

## Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

La Grande Région comprend le Grand-Duché de Luxembourg, les Länder allemands de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, la Lorraine, la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Communauté germanophone. Ce groupement de coopération territoriale a pour but d'améliorer la coopération politique et économique ainsi que les partenariats entre les différents acteurs.

Dans ce cadre, le CPI a comme vocation d'être l'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région. Il a pour mission de promouvoir le rôle économique, social et culturel de la Grande Région et de contribuer au développement d'une perspective de coopération transfrontalière dans les domaines qui sont de la compétence de chacune des régions.

Les représentants du Parlement wallon ont participé à différentes commissions thématiques (affaires économiques, transports et communications, sécurité intérieure, protection civile et services de secours).

La Commission des Affaires économiques s'est réunie le 28 février 2014 à Bouillon au sujet de l'attractivité économique de la Grande Région. Lors de cette réunion, M. Philippe Suinen, Administrateur général de l'AWEx et de WBI, a présenté les réflexions du groupe de travail « *Promotion internationale des entreprises de la Grande Région* ».

Le Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est réuni en séance plénière le 22 novembre 2013 à Trèves (Allemagne) et a adopté des recommandations concernant :

- l'opposition à une nouvelle entrave aux transports en commun transfrontaliers en raison de l'augmentation des droits d'arrêt en gares françaises ;
- la sauvegarde de l'écluse de Gündingen ;
- la libre circulation transfrontalière des taxis ;
- l'attestation de formation continue transfrontalière pour les conducteurs professionnels ;
- l'intensification des efforts visant à enseigner la langue du voisin, allemand et français ;
- l'Académie de la Grande Région.

Il a également pu faire le point sur :

- les travaux du Sommet de la Grande Région ;
- les manifestations de commémoration de la Première guerre mondiale.

Enfin, notons que le Comité permanent s'est réuni au Luxembourg, les 8 novembre 2013 et 9 mai 2014.

# VISITES

## A. VISITER LE PARLEMENT WALLON

### Visiter le bâtiment Saint-Gilles

Les demandes pour une visite de groupe doivent être introduites par écrit au moins un mois à l'avance. Un formulaire d'inscription est disponible sur le site web du Parlement wallon, rubrique « Visite ».

### Comment assister à une séance plénière ou à une réunion de commission ?

L'agenda des travaux est consultable sur le site web du Parlement wallon ([www.parlement-wallon.be](http://www.parlement-wallon.be)). Les réunions sont publiques et l'accueil se fait rue Notre-Dame, à Namur sur présentation d'une pièce d'identité.

Depuis novembre 2013, les séances plénières peuvent par ailleurs être suivies en direct via le site web.

## B. STATISTIQUES DES VISITES

Durant la session 2013-2014, ce sont 3 377 personnes, réparties en 119 groupes, qui ont eu la possibilité de découvrir le Parlement wallon.

## C. ÉVÉNEMENTS

### Journées du Patrimoine

Le Parlement wallon a participé aux Journées du Patrimoine, les 7 et 8 septembre 2013 sur le thème « Un patrimoine extraordinaire ». Le vendredi 6 septembre, il a accueilli la soirée inaugurale de cet événement.

Le lundi 9 septembre, le Parlement wallon a également participé au Lundi du Patrimoine, ouvrant cette fois ses portes aux élèves de l'enseignement primaire et proposant des démonstrations d'artisans wallons.

De nombreux visiteurs ont ainsi pu découvrir les coulisses du Parlement wallon et mieux comprendre son fonctionnement.

## **Journée « Place aux enfants »**

38 enfants âgés de 9 à 11 ans et leurs accompagnateurs ont été accueillis le samedi 19 octobre 2013 au Parlement wallon, dans le cadre de l'édition 2013 de la journée « Place aux enfants ».

Sous la présidence de M. Dupriez, les participants ont pu prêter serment en qualité de « parlementaire d'un jour » avant d'examiner et de voter, en salle des séances plénières et comme le font les députés wallons, plusieurs propositions de résolution.

## **Opération « Un jour au Parlement wallon »**

Les 3 et 4 avril 2014, le Parlement wallon a accueilli 233 élèves de l'enseignement primaire et secondaire et leurs accompagnateurs dans le cadre de l'opération « Un jour au Parlement wallon ».

Les élèves ont activement pris part à différentes séances de travail avec les parlementaires leur permettant de comprendre le fonctionnement général du Parlement wallon.

Ils ont reçu une documentation sur le Parlement wallon afin d'en permettre l'exploitation approfondie en classe.

# **IN MEMORIAM**

## DÉPUTÉ DE LA LÉGISLATURE

- M. Damien Yzerbyt († 18 janvier 2014).

## ANCIENS DÉPUTÉS

- M. François Perin († 26 septembre 2013) ;
- M. Yvon Harmegnies († 23 novembre 2013) ;
- M. Raymond Hinnekens († 13 février 2014) ;
- M. Jacques Nagels († 25 février 2014).

## HOMMAGES

- Hommage aux victimes du drame de Temploux (séance plénière du 23 octobre 2013) ;
- Hommage à Nelson Mandela, décédé le 5 décembre 2013 (séance plénière du 11 décembre 2013).



Parlement wallon

# RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2014

1e SESSION DE LA 10e LÉGISLATURE

## **INSTALLATION**

En suite des élections du 25 mai 2014 et conformément à l'article 32 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Parlement wallon devait se réunir de plein droit le troisième mardi qui suivait son renouvellement.

Sur cette base, le Parlement wallon s'est réuni le mardi 10 juin 2014 mais n'a pu être installé à cette date eu égard aux réclamations électorales qui ont été examinées par la Commission de vérification des pouvoirs qui a dû se réunir plusieurs jours pour clôturer ses travaux.

Le Parlement wallon a donc été installé le vendredi 13 juin 2014 en suite de la prestation de serment de ses membres.

La session extraordinaire a commencé à cette date pour se clôturer le 23 septembre 2014 au soir.

## **COMPOSITION**

Le Parlement wallon se compose de 75 membres.

Le décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon a instauré une incompatibilité complémentaire qui est reprise à l'article 24 bis, §6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En application de cette disposition, au maximum un quart des députés wallons peut cumuler un mandat de député avec un mandat exécutif local.

A été arrêtée sur cette base la liste des élus qui pouvaient cumuler leur mandat de député avec un mandat exécutif.

Les autres députés élus qui exerçaient un mandat exécutif local au jour de la prestation de serment ont dû se déclarer empêchés de l'un ou l'autre de leurs mandats (voir points B et C ci-après).

## A. MEMBRES

### Membres proclamés élus par les Bureaux principaux de circonscription en suite des élections du 25 mai 2014

<b>M. Antoine André</b>	cdH
<b>M. Arens Josy</b>	cdH
<b>Mme Baltus-Möres Jenny</b>	MR
<b>Mme Barzin Anne</b>	MR
<b>M. Bellot François</b>	MR
<b>M. Binon Yves</b>	MR
<b>Mme Bonni Véronique</b>	PS
<b>M. Borsus Willy</b>	MR
<b>Mme Brogniez Laetitia</b>	MR
<b>M. Collignon Christophe</b>	PS
<b>Mme Cornet Véronique</b>	MR
<b>M. Courard Philippe</b>	PS
<b>M. Crucke Jean-Luc</b>	MR
<b>M. Daele Matthieu</b>	Ecolo
<b>Mme De Bue Valérie</b>	MR
<b>Mme Defraigne Christine</b>	MR
<b>Mme Defrang-Firket Virginie</b>	MR
<b>M. Demotte Rudy</b>	PS
<b>M. Dermagne Pierre-Yves</b>	PS
<b>M. Desquesnes François</b>	cdH
<b>M. Destrebecq Olivier</b>	MR
<b>M. Devilers Cyprien</b>	MR
<b>M. Di Antonio Carlo</b>	cdH
<b>Mme Dock Magali</b>	MR
<b>M. Dodrimont Philippe</b>	MR
<b>M. Drèze Benoît</b>	cdH
<b>M. Dufrane Anthony</b>	PS
<b>M. Dupont Jean-Marc</b>	PS

<b>Mme Durenne Véronique</b>	MR
<b>M. Evrard Yves</b>	MR
<b>Mme Fassiaux-Looten Françoise</b>	PS
<b>M. Fourny Dimitri</b>	cdH
<b>M. Furlan Paul</b>	PS
<b>M. Gadenne Alfred</b>	cdH
<b>Mme Gahouchi Latifa</b>	PS
<b>Mme Galant Jacqueline</b>	MR
<b>M. Gillot Frédéric</b>	PTB
<b>M. Hazée Stéphane</b>	Ecolo
<b>M. Henry Philippe</b>	Ecolo
<b>M. Jamar Hervé</b>	MR
<b>M. Jeholet Pierre-Yves</b>	MR
<b>Mme Kapompolé Joëlle</b>	PS
<b>M. Knaepen Philippe</b>	MR
<b>Mme Lambelin Anne</b>	PS
<b>M. Lefebvre Bruno</b>	PS
<b>M. Legasse Dimitri</b>	PS
<b>M. Luperto Jean-Charles</b>	PS
<b>M. Magnette Paul</b>	PS
<b>M. Marcourt Jean-Claude</b>	PS
<b>M. Maroy Olivier</b>	MR
<b>M. Martin Nicolas</b>	PS
<b>Mme Moinnet-Joiret Isabelle</b>	cdH
<b>Mme Morreale Christie</b>	PS
<b>M. Mottard Maurice</b>	PS
<b>M. Mouyard Gilles</b>	MR
<b>M. Onkelinx Alain</b>	PS
<b>Mme Pécriaux Sophie</b>	PS
<b>Mme Poulin Christine</b>	PS
<b>M. Prévot Maxime</b>	cdH

<b>M. Prévot Patrick</b>	PS
<b>M. Puget André-Pierre</b>	PP
<b>Mme Reuter Florence</b>	MR
<b>Mme Ryckmans Hélène</b>	Ecolo
<b>Mme Salvi Véronique</b>	cdH
<b>Mme Schyns Marie-Martine</b>	cdH
<b>Mme Simonet Marie-Dominique</b>	cdH
<b>Mme Simonis Isabelle</b>	PS
<b>M. Stoffels Edmund</b>	PS
<b>Mme Tillieux Eliane</b>	PS
<b>Mme Trotta Graziana</b>	PS
<b>Mme Vienne Christiane</b>	PS
<b>M. Wahl Jean-Paul</b>	MR
<b>M. Warnier Ruddy</b>	PTB
<b>Mme Waroux Véronique</b>	cdH
<b>Mme Zrihen Olga</b>	PS

### **Membres qui ne sont pas visés par l'incompatibilité portée par l'article 24 bis, §6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles**

La liste des députés qui peuvent cumuler un mandat de député et un mandat exécutif local a été actée par l'assemblée en application de l'article 24 bis, §6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ces députés sont :

**M. Arens Josy**  
**M. Bellot François**  
**M. Borsus Willy**  
**M. Collignon Christophe**  
**M. Crucke Jean-Luc**  
**M. Demotte Rudy**  
**M. Dermagne Pierre-Yves**  
**M. Fourny Dimitri**  
**M. Furlan Paul**  
**Mme Galant Jacqueline**  
**M. Jamar Hervé**

**M. Jeholet Pierre-Yves**  
**M. Luperto Jean-Charles**  
**M. Magnette Paul**  
**M. Martin Nicolas**  
**M. Prévot Maxime**

## Déclarations d'empêchement de l'exercice du mandat parlementaire

Conformément à l'article 4 du décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon, les députés qui ne peuvent cumuler peuvent se déclarer empêchés dans l'un ou l'autre de leur mandat jusqu'au renouvellement des conseils communaux en octobre 2018.

La liste des membres visés qui ont fait leur déclaration d'empêchement est publiée sous le document parlementaire (Doc. (SE 2014) - N°5).

Ont fait le choix de se déclarer empêchés du mandat parlementaire :

<b>Mme Barzin Anne</b>	MR	Déclarée empêchée le 15 juin 2014 Sénatrice cooptée le 10 juillet 2014
<b>M. Binon Yves</b>	MR	Déclaré empêché le 18 juin 2014
<b>M. Devillers Cyprien</b>	MR	Déclaré empêché le 17 juin 2014
<b>M. Gadenne Alfred</b>	cdH	Déclaré empêché le 13 juin 2014
<b>M. Kilic Serdar</b>	PS	Déclaré empêché le 18 juin 2014

## Liste des députés siégeant à la date du 23 septembre 2014 en suite des renoncations de mandat, des empêchements déclarés et de la mise en place du Gouvernement wallon

<b>M. Antoine André</b>	cdH
<b>M. Arens Josy</b>	cdH
<b>Mme Baltus-Möres Jenny</b>	MR
<b>M. Bellot François</b>	MR
<b>Mme Bonni Véronique</b>	PS
<b>M. Borsus Willy</b>	MR
<b>Mme Brogniez Laetitia</b>	MR
<b>M. Collignon Christophe</b>	PS
<b>Mme Cornet Véronique</b>	MR

<b>M. Courard Philippe<sup>1</sup></b>	PS	
<b>M. Crucke Jean-Luc</b>	MR	
<b>M. Daele Matthieu</b>	Ecolo	
<b>Mme De Bue Valérie</b>	MR	
<b>Mme Defraigne Christine</b>	MR	sénatrice désignée à partir du 3 juillet 2014 Présidente du Sénat
<b>Mme Defrang-Firket Virginie</b>	MR	
<b>M. Denis Jean-Pierre</b>	PS	a prêté serment le 23 juillet 2014 en remplacement de M. Demotte Rudy, Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française
<b>M. Dermagne Pierre-Yves</b>	PS	
<b>M. Desquesnes François</b>	cdH	sénateur désigné à partir du 3 juillet 2014
<b>M. Destrebecq Olivier</b>	MR	sénateur désigné à partir du 3 juillet 2014
<b>M. Devillers François</b>	PS	a prêté serment le 22 juillet 2014 en remplacement de M. Furlan Paul, Membre du Gouvernement wallon
<b>Mme Dock Magali</b>	MR	
<b>M. Dodrimont Philippe</b>	MR	
<b>M. Drèze Benoît</b>	cdH	
<b>M. Dufrane Anthony<sup>2</sup></b>	PS	
<b>M. Dupont Jean-Marc</b>	PS	
<b>Mme Durenne Véronique</b>	MR	
<b>M. Evrard Yves</b>	MR	
<b>M. Fourny Dimitri</b>	cdH	
<b>Mme Gahouchi Latifa</b>	PS	sénatrice désignée à partir du 3 juillet 2014
<b>Mme Gérardon Déborah</b>	PS	a prêté serment le 23 juillet 2014 en remplacement de Mme Simonis Isabelle, Membre du Gouvernement de la Communauté française
<b>Mme Galant Jacqueline</b>	MR	

<sup>1</sup> Mme Biordi-Taddei Véronique a remplacé M. Courard Philippe, Secrétaire d'Etat aux affaires sociales, du 18 juin 2014 au 15 septembre 2014.

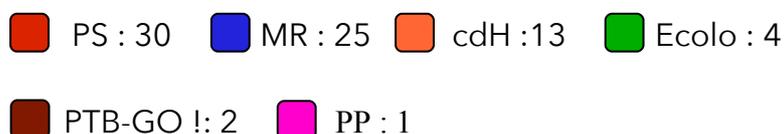
<sup>2</sup> s'est déclaré empêché de son mandat parlementaire le 14 juin 2014 avant de reprendre ce mandat en date du 8 septembre 2014 en lieu et place de Mme Patte Julie qui a retrouvé sa qualité de première suppléante.

<b>M. Gillot Frédéric</b>	PTB	
<b>Mme Gonzalez Moyano Virginie</b>	PS	a prêté serment le 13 juin 2014 en remplacement de Mme Fassiaux-Looten Françoise qui a renoncé à son mandat
<b>M. Hazée Stéphane</b>	Ecolo	
<b>M. Henquet Laurent</b>	MR	a prêté serment le 13 juin 2014 en remplacement de Mme Barzin Anne qui s'est déclarée empêchée de son mandat de députée. Elle a prêté serment en qualité de sénatrice en date du 10 juillet 2014
<b>M. Henry Philippe</b>	Ecolo	sénateur désigné à partir du 3 juillet 2014
<b>M. Imane Hicham</b>	PS	a prêté serment le 18 juin 2014 en remplacement de MM. Dufrane Anthony et Kilic Serdar, empêchés. Remplace en sa qualité de 1er suppléant en ordre utile M. Magnette Paul, Ministre-Président du Gouvernement wallon
<b>M. Jamar Hervé</b>	MR	
<b>M. Jeholet Pierre-Yves</b>	MR	
<b>Mme Kapompolé Joëlle</b>	PS	
<b>M. Knaepen Philippe</b>	MR	
<b>Mme Lambelin Anne</b>	PS	sénatrice désignée à partir du 3 juillet 2014
<b>Mme Leal Lopez Clotilde</b>	cdH	a prêté serment le 22 juillet 2014 en remplacement de M. Prévot Maxime, Membre du Gouvernement wallon
<b>M. Lefebvre Bruno</b>	PS	
<b>M. Legasse Dimitri</b>	PS	
<b>M. Lenzini Mauro</b>	PS	a prêté serment le 22 juillet 2014 en remplacement de M. Marcourt Jean-Claude, Membre du Gouvernement wallon
<b>M. Luperto Jean-Charles</b>	PS	
<b>M. Maroy Olivier</b>	MR	
<b>M. Martin Nicolas</b>	PS	
<b>Mme Moinnet-Joiret Isabelle</b>	cdH	
<b>Mme Morreale Christie</b>	PS	

<b>M. Mottard Maurice</b>	PS	
<b>Mme Moucheron Savine</b>	cdH	a prêté serment le 22 juillet 2014 en remplacement de M. Di Antonio Carlo, Membre du Gouvernement wallon
<b>M. Mouyard Gilles</b>	MR	
<b>Mme Nicaise Marie-Françoise</b>	MR	a prêté serment le 18 juin 2014 en remplacement de M. Binon Yves, empêché
<b>M. Onkelinx Alain</b>	PS	
<b>Mme Pécriaux Sophie</b>	PS	
<b>Mme Poulin Christine</b>	PS	
<b>M. Prévot Patrick</b>	PS	
<b>M. Puget André-Pierre</b>	PP	
<b>Mme Reuter Florence</b>	MR	
<b>Mme Ryckmans Hélène</b>	Ecolo	
<b>Mme Salvi Véronique</b>	cdH	
<b>M. Sampaoli Vincent</b>	PS	a prêté serment le 22 juillet 2014 en remplacement de Mme Tillieux Eliane, Membre du Gouvernement wallon
<b>Mme Schyns Marie-Martine</b>	cdH	
<b>Mme Simonet Marie-Dominique</b>	cdH	
<b>M. Stoffels Edmund</b>	PS	
<b>Mme Trotta Graziana</b>	PS	
<b>M. Tzanetatos Nicolas</b>	MR	a prêté serment le 18 juin 2014 en remplacement de M. Devillers Cyprien, empêché
<b>Mme Vandorpe Mathilde</b>	cdH	a prêté serment le 18 juin 2014 en remplacement de M. Gadenne Alfred, empêché
<b>Mme Vienne Christiane</b>	PS	
<b>M. Wahl Jean-Paul</b>	MR	sénateur désigné à partir du 3 juillet 2014
<b>M. Warnier Ruddy</b>	PTB	
<b>Mme Waroux Véronique</b>	cdH	
<b>Mme Zrihen Olga</b>	PS	sénatrice désignée à partir du 3 juillet 2014

## B. GROUPES POLITIQUES

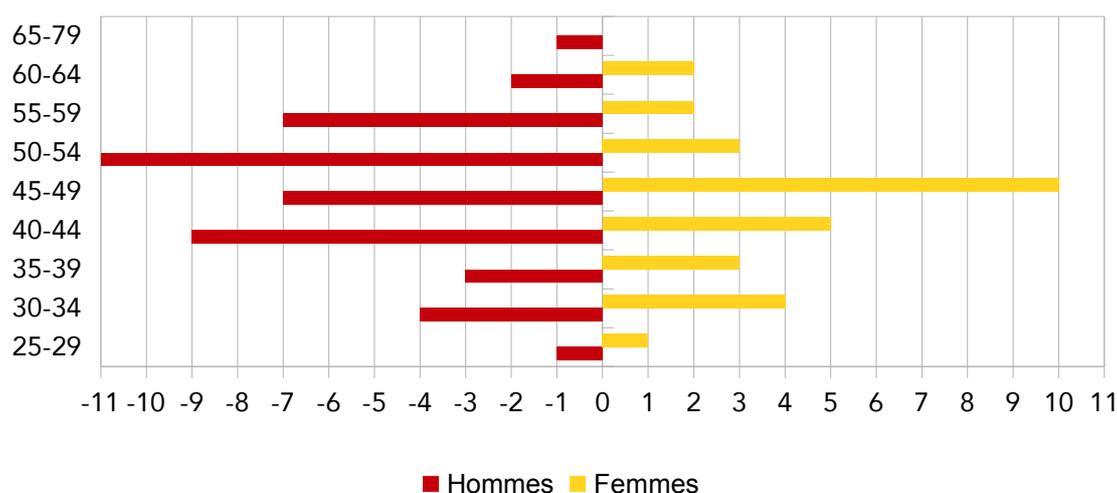
En suite des élections du 25 mai 2014, les 75 sièges de députés wallons se répartissent comme suit :



Les groupes politiques reconnus ont désigné le 13 juin 2014 en leur sein un président :

Groupe PS	Mme Simonis Isabelle
Groupe MR	M. Borsus Willy
Groupe cdH	M. Fourny Dimitri

## C. PYRAMIDE DES ÂGES



## D. RÉPARTITION PAR SEXE

Au 23 septembre 2014, le Parlement wallon compte 34 députées de sexe féminin dont :

- 14 sur un total de 30 membres pour le Groupe PS (soit 46%) ;
- 11 sur un total de 25 membres pour le Groupe MR (soit 44%) ;
- 8 sur un total de 13 membres pour le Groupe cdH (soit 61%) ;
- 1 sur un total de 4 membres pour le Groupe Ecolo (soit 25%).

La proportion globale de femmes correspond à 45 % du nombre total de députés.

# ORGANISATION

## Le Bureau

A la date du 13 juin 2014, le Bureau du Parlement wallon se composait comme suit :

Président	<b>M. Prévot Maxime</b>
Première Vice-Présidente	<b>Mme Cornet Véronique</b>
Vice-Présidentes	<b>Mme Simonis Isabelle</b>
	<b>Mme Pécriaux Sophie</b>
Secrétaires	<b>M. Borsus Willy</b>
	<b>M. Collignon Christophe</b>
Greffier	<b>M. Janssens Frédéric, Secrétaire général</b>

A la date du 22 juillet 2014, le Bureau du Parlement wallon se composait comme suit :

Président	<b>M. Antoine André</b>
Première Vice-Présidente	<b>Mme Cornet Véronique</b>
Vice-Présidentes	<b>Mme Simonis Isabelle</b>
	<b>Mme Pécriaux Sophie</b>
Secrétaires	<b>M. Borsus Willy</b>
	<b>M. Collignon Christophe</b>
Greffier	<b>M. Janssens Frédéric, Secrétaire général</b>

## TRAVAIL LÉGISLATIF

### A. DOCUMENTS PENDANTS DE LA PRÉCÉDENTE LÉGISLATURE

Le décret du 16 juin 1982 relatif aux conséquences du renouvellement du Conseil Régional wallon sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil règle le sort des projets et propositions de décret qui n'ont pas été adoptés lors de la législature précédente.

Dans ce cas, les projets et propositions de décret sont en principe considérés comme non avenus. Néanmoins, le Parlement wallon peut se saisir à nouveau de ces textes sur décision de l'Exécutif pour les projets et d'un des auteurs pour les propositions.

Le sort réservé aux documents de la précédente législature est acté dans le document parlementaire (Doc. 2 (SE 2014) N°1).

## Projets de décret déposés et considérés comme non venus par l'effet du renouvellement du Parlement wallon

Numéro	Session	Intitulé
<b>1069</b>	2013- 2014	Projet de décret portant assentiment à l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto du 8 décembre 2012.
<b>1070</b>	2013- 2014	Projet de décret relatif aux implantations commerciales.

## Propositions de décret relevées de caducité en application de l'article 2 du décret du 16 juin 1982 relatif aux conséquences du renouvellement du Conseil Régional Wallon sur les projets et propositions de décret pendants devant ce Conseil

Numéro	Session	Intitulé
<b>7</b>	2013- 2014	Proposition de décret portant création d'un Institut d'évaluation des choix scientifiques et technologiques auprès du Parlement wallon, déposée par Madame Kapompolé et Monsieur Jamar.
<b>8</b>	2013- 2014	Proposition de décret modifiant la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relative aux obligations des mandataires en matière de déclaration de mandats et de rémunération, déposée par Monsieur Onkelinx.
<b>9</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à encadrer la détention des Nouveaux Animaux de Compagnie en Wallonie et modifiant le Livre Ier du Code de l'environnement, déposée par Monsieur Onkelinx.
<b>10</b>	2013- 2014	Proposition de décret modifiant le taux des droits de succession en faveur des héritiers et légataires handicapés, déposée par Madame Defraigne.
<b>11</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à la démocratisation des services de télé-vigilance, déposée par Madame Cornet, Messieurs Jeholet et Borsus.
<b>12</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à appliquer des taux réduits aux donations et successions en vue de créer ou d'acquérir une entreprise, déposée par Madame Cornet, Messieurs Jeholet, Borsus et Jamar.
<b>13</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à appliquer des taux réduits aux donations et successions pour acquérir un premier logement en pleine propriété, déposée par Messieurs Jeholet, Borsus et Madame Cornet.

<b>14</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à réduire et simplifier les droits de succession et de donation, déposée par Messieurs Jeholet, Borsus et Madame Cornet.
<b>15</b>	2013- 2014	Proposition de décret spécial visant à instituer une consultation populaire au niveau régional, déposée par Messieurs Borsus et Mouyard.
<b>16</b>	2013- 2014	Proposition de décret spécial instaurant la consultation populaire régionale, déposée par Monsieur Hazée.
<b>17</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à encourager l'optimisation des ressources énergétiques et matières premières au sein des petites ou moyennes entreprises et complétant pour ce faire le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, déposée par Monsieur Hazée.
<b>18</b>	2013- 2014	Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'organiser une procédure impartiale de validation et de recours contre les élections communales, déposée par Monsieur Hazée.
<b>22</b>	2013- 2014	Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de garantir une présence équilibrée de femmes et d'hommes au sein des collèges communaux et provinciaux de Wallonie, déposée par Monsieur Hazée.
<b>23</b>	2013- 2014	Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer la participation des personnes handicapées lors des élections locales, déposée par Monsieur Daele.
<b>24</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à l'instauration par les conseils consultatifs communaux des aînés d'outils pour un vieillissement actif, déposée par Monsieur Daele.
<b>25</b>	2013- 2014	Proposition de décret visant à créer un "Explorateur de droits", outil d'aide à l'information sur tous les droits des citoyens wallons, déposée par Monsieur Daele.

## B. SÉANCES PLÉNIÈRES ET RÉUNIONS DE COMMISSIONS

### Séances plénières

Pendant la session extraordinaire, les députés se sont réunis à huit reprises en séance plénière, durant un total de 12 heures et 25 minutes.

Les travaux ont été consacrés essentiellement à l'installation du Parlement et au débat sur la Déclaration de politique régionale (Doc. 20 (SE 2014) N°1)

### Réunions de commissions

Au cours de la session extraordinaire sont uniquement installées la Commission de vérification des pouvoirs et la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications.

Il s'agit d'assurer les opérations de validation des élections et de vérification des pouvoirs pour la première et de contrôler les dépenses électorales engagées pour les élections pour la seconde.

#### **La Commission de vérification des pouvoirs**

La composition, le fonctionnement et les missions de la Commission de vérification des pouvoirs sont réglés par l'article 7 du Règlement du Parlement wallon.

Elle est installée lors de la première séance plénière qui suit tout renouvellement du Parlement wallon et est composée de sept membres désignés par tirage au sort.

Elle se prononce sur la validité des élections, examine le cas échéant les réclamations électorales et vérifie les pouvoirs des membres effectifs et suppléant proclamés élus.

#### MEMBRES EFFECTIFS

Mmes Simonet<sup>3</sup>, Cornet, Durenne, Gahouchi, MM. Bellot, Puget, Destrebecq<sup>4</sup>

#### **Activités de la Commission**

La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie les 10, 11 et 12 juin 2014 pour valider les opérations électorales conformément à l'article 31 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles et pour vérifier les pouvoirs des membres du Parlement.

<sup>3</sup> depuis le 18 juin 2014, en remplacement de M. Devillers Cyprien, empêché.

<sup>4</sup> depuis le 22 juin 2014, en remplacement de M. Prévot Maxime, Membre du Gouvernement wallon.

Elle a été saisie de neuf réclamations électorales visant à l'annulation des élections.

Elle a entendu les réclamants en audience publique le 10 juin 2014 et a délibéré les 10, 11 et 12 juin 2014 pour rendre sa décision et déposer son rapport qui fait l'objet du document (Doc. 4 (SE 2014) N° 1). Ce rapport a été présenté par Mmes Durenne Véronique, Gahouchi Latifa et M. Prévot Maxime.

L'examen de ce rapport en séance plénière du 13 juin 2014 a donné lieu au dépôt d'un projet de motion relative à la validation des élections du 25 mai 2014 et à la vérification des pouvoirs des élus au Parlement wallon déposés par Mme Simonis et M. Fourny (Doc. (SE 2014) N° 2). Le projet ayant été adopté par la séance plénière, les élections du Parlement wallon validées et les pouvoirs des membres amenés à prêter serment vérifiés.

Le Parlement wallon a été installé le 13 juin 2014.

En date du 18 juin 2014, la Commission a procédé à la vérification des pouvoirs des membres suppléants amenés à prêter serment en remplacement de membres effectifs empêchés et en remplacement d'un membre nommé par le Roi en qualité de Secrétaire d'Etat fédéral.

En date du 22 juillet 2014, la Commission a procédé à la vérification des pouvoirs des membres suppléants amenés à remplacer des membres en application de l'article 4bis, §§ 1er et 2, du décret du 13 juillet 1995 organisant le remplacement des ministres par leur suppléant parlementaire.

Il a aussi été procédé à la vérification des pouvoirs des membres suppléants dont l'admission a été ajournée.

En date du 23 juillet 2014, la Commission a procédé à la vérification des pouvoirs des membres suppléants amenés à remplacer des membres effectifs en application de l'article 4bis, §§ 1er et 2, du décret du 13 juillet 1995 organisant le remplacement des ministres par leur suppléant parlementaire.

### ***La Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications***

#### MEMBRES EFFECTIFS

M. Courard<sup>5</sup>, MM. Dermagne, Collignon, Lefebvre, Mmes Zrihen, Lambelin

MM. Wahl, Jamar, Mme Dock, M. Maroy

MM. Antoine<sup>6</sup>, Fourny

<sup>5</sup> depuis le 8 octobre 2014, en remplacement de Mme Simonis Isabelle, Membre du Gouvernement la Communauté française.

<sup>6</sup> depuis le 22 juin 2014, en remplacement de M. Prévot Maxime, Membre du Gouvernement wallon.

## MEMBRES SUPPLEANTS

Mmes Morreale, Poulin, Bonni, Vienne, Kapompole, M. Legasse

MM. Jeholet, Borsus, Knaepen, Mouyard

MM. Desquesnes, Arens

### **Activités de la Commission**

La Commission a été installée en date du 1er juillet 2014.

Conformément à la mission qui lui est confiée par l'article 31, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 5 du décret du 1er avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du Conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon, la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications doit se prononcer dans les cent quatre-vingts jours des élections, dans le respect du délai légal, sur l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport des présidents des bureaux principaux de circonscription électorale sur les dépenses de propagande électorales engagées par les partis politiques et les candidats individuels pour les élections du Parlement wallon du 25 mai 2014.

Conformément à l'article 12 de son Règlement d'ordre intérieur, la Commission a désigné, à l'unanimité des membres présents, le 1er juillet 2014, Monsieur Dermagne, Madame Dock et Monsieur Fourny en qualité de rapporteurs.

Ont été entamées au cours de la session extraordinaire les procédures utiles à l'exercice de ses missions.

### **C. DOCUMENTS BUDGÉTAIRES**

A été reçu le 22e cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II - Rapport de contrôle du compte général de la Région wallonne pour l'année 2010 et Résultats à insérer dans le décret de règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2010 (Doc 6 (SE 2014) N° 1).

## D. COUR CONSTITUTIONNELLE

Les arrêts qui concernent des décrets régionaux ont été publiés à savoir :

- arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 juin 2014 concernant les recours en annulation de l'article 13 du décret de la Région wallonne du 19 décembre 2012 contenant le budget général des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, introduits par l'union professionnelle « Belgian Gaming Association » et autres et par la SA « Circus Belgium » et autres ([Doc. 19 \(SE 2014\) - N°1](#)) ;
- arrêt de la Cour constitutionnelle du 10 juillet 2014 concernant le recours en annulation totale ou partielle (les articles 10 à 12) du décret de la Région wallonne du 19 décembre 2012 contenant le budget général des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, introduits par l'ASBL "Fédération Belge des Entreprises Electriques et Gazières (FEBEG)" et l'ASBL "EDORA - Fédération de l'Energie d'Origine Renouvelable et Alternative" ([Doc. 21 \(SE 2014\) - N° 1](#)).

# CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

## A. GOUVERNEMENT WALLON

Le Gouvernement wallon élu par le Parlement le 22 juillet 2014 se compose de 8 membres :

- **M. Magnette Paul**, Ministre-Président du Gouvernement wallon ;
- **M. Prévot Maxime**, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine ;
- **M. Marcourt Jean-Claude**, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique ;
- **M. Furlan Paul**, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie ;
- **M. Di Antonio Carlo**, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal ;
- **Mme Tillieux Eliane**, Ministre de l'Emploi et de la Formation ;
- **M. Lacroix Christophe**, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;
- **M. Collin René**, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation de la Grande Région.

## B. CONTRÔLE

Le 23 juillet 2014, le Gouvernement wallon a présenté devant le Parlement wallon sa Déclaration de Politique Régionale « Oser, Innover, Rassembler » (Doc. 20 (SE 2014) N° 1).

- vérification des pouvoirs des élus au Parlement wallon déposé par Mme Simonis et M. Fourny (Doc. 29 et 30 (SE 2014) N° 1) ;
- projet de motion déposé en conclusion de la Déclaration de politique régionale et du débat qui a suivi, par MM. Borsus, Wahl, Jeholet, Dodrimont, Mme Defraigne et M. Jamar (Doc. 30 (SE 2014) N° 1).

Le Gouvernement a reçu la confiance du Parlement en suite de l'adoption de la motion déposée par la majorité (Doc. 29 (SE 2014) - N° 1).

## RÉSOLUTIONS

Tout député peut déposer une proposition de résolution en vue de formaliser l'expression du Parlement wallon sur un problème de société.

Numéro	Session	Intitulé
<b>27</b>	SE 2014	Proposition de résolution visant à préserver les intérêts économiques des entreprises, producteurs et agriculteurs wallons en période de conflits internationaux, déposée par Monsieur Puget.
<b>33</b>	SE 2014	Proposition de résolution demandant l'annulation de la mission économique en Israël, déposée par Madame Ryckmans.

## PROJETS DE MOTION

Numéro	Session	Intitulé
<b>4 N°2</b>	SE 2014	Projet de motion relative à la validation des élections du 25 mai 2014 et à la vérification des pouvoirs des élus au Parlement wallon déposé par Madame Simonis et Monsieur Fourny
<b>29</b>	SE 2014	Projet de motion déposé en conclusion de la Déclaration de politique régionale et du débat qui a suivi, par Madame Zrihen et Monsieur Fourny, adopté le 24 juillet 2014.
<b>30</b>	SE 2014	Projet de motion déposé en conclusion de la Déclaration de politique régionale et du débat qui a suivi, par Messieurs Borsus, Wahl, Jeholet, Dodrimont, Madame Defraigne et Monsieur Jamar.

# RELATIONS INTERNATIONALES

## A. ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES ET VISITES

### Visite d'une délégation louisianaise

Le Parlement wallon a reçu, le 3 juillet 2014, la visite d'une délégation du Parlement de la Louisiane. Cette visite a été organisée à l'initiative de la Ville de Namur et dans le cadre des 35 ans du jumelage entre Namur et la ville de Lafayette aux Etats-Unis.

### Visite d'une délégation de la province de Liaoning (République populaire de Chine)

Le Parlement wallon a reçu, le 2 septembre 2014, la visite d'une délégation du Congrès provincial de Liaoning, province située au Nord-Est de la Chine. La Province comprend 43 millions d'habitants et ses principaux secteurs d'activités sont la métallurgie, les chantiers navals et le secteur pharmaceutique.

Cette visite se situait dans le contexte plus large d'une mission de la délégation en Europe.

M. le Président Antoine a proposé un renforcement de la coopération dans différents domaines tels que le tourisme, les nouvelles technologies et la recherche. Les échanges entre universités, les stages en entreprises et les cours de langues ont aussi fait l'objet de discussions. A été rappelé le savoir-faire wallon en matière de recherche agronomique et d'élevage bovin. En ce qui concerne la logistique, ont été mises en avant les activités de l'aéroport de Liège.

Le chef de la délégation, Monsieur Tong Zhiwu, Vice-Président du Comité permanent du Congrès provincial de Liaoning, a manifesté son intérêt pour le renforcement des liens entre la Wallonie et sa province.

### Visite d'une délégation tibétaine (République populaire de Chine)

Le Parlement wallon a accueilli, le 23 septembre 2014, une délégation de responsables administratifs et académiques tibétains (République populaire de Chine) en visite en Belgique afin d'échanger sur la situation au Tibet avec des parlementaires.

M. le Président Antoine a présenté le processus démocratique d'adoption des décrets et de contrôle du Gouvernement.

La délégation chinoise a détaillé l'évolution du Tibet et des discussions sont intervenues sur la législation tibétaine spécifique et sur la situation des minorités.

M. le Président Antoine s'est inquiété des perspectives d'évolution au Tibet, notamment en termes de réconciliation avec les exilés.

## B. DÉPLACEMENTS ET MISSIONS

### Conférence interparlementaire européenne sur le tourisme

M. le Président Antoine a participé, les 10 et 11 septembre 2014 à Zagreb (Croatie), avec des représentants de plus de 25 parlements nationaux et organisations internationales à la première conférence interparlementaire européenne sur le tourisme organisée par le Parlement croate. Cette conférence avait pour thème : « Défis du développement durable : promotion du patrimoine culturel et de la protection de l'environnement ».

Dans son intervention, le Président Antoine a souligné que le tourisme constitue un domaine essentiel pour la Wallonie et que la Région tient à l'inscrire dans une perspective de développement durable. Il a insisté sur le fait que cela suppose de respecter l'intégrité culturelle et environnementale des territoires mais qu'il faut aller au-delà. C'est ainsi que le programme Destination 2015, le guide sur les 100 manières d'agir pour le développement durable dans le secteur du tourisme et l'inscription dans le projet européen EDEN apparaissent comme essentiels et doivent être encouragés.

Il a été fait observer que pour accomplir des progrès supplémentaires dans la conciliation du tourisme, de l'économie, de l'emploi et du développement durable, il importait de continuer à apprendre des expériences menées dans d'autres pays, ce qui donne tout son sens à une conférence interparlementaire.

Enfin, il a mis en avant le besoin d'une approche harmonisée pour identifier les offres touristiques de qualité.

M. le Président Antoine a saisi l'occasion de cette conférence pour assurer la promotion des événements touristiques majeurs que seront Mons 2015 et le bicentenaire de la Bataille de Waterloo, sans oublier les commémorations liées à la Première Guerre mondiale.

## **RELATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ**

### Journées du Patrimoine

L'édition 2014 des Journées du Patrimoine sur le thème des « Lieux de mémoire » s'est déroulée les 13 et 14 septembre en Wallonie.

A cette occasion, le Parlement wallon a ouvert ses portes aux visiteurs. En effet le

bâtiment Saint-Gilles, siège du Parlement wallon, a été endommagé pendant la 1<sup>e</sup> Guerre mondiale. Les visiteurs ont notamment pu découvrir cet aspect peu connu du bâtiment.

## ***IN MEMORIAM***

### ANCIENS DÉPUTÉS

- M. François Dufour († 4 juin 2014)
- M. René Borremans († 15 juin 2014)
- M. Jules Coen († 4 juillet 2014)

# ANNEXE

## SYNTHÈSE CHIFFRÉE DE LA SESSION ORDINAIRE 2013-2014 ET DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE 2014

Session	SE	1995	1996	1997	1998	1999	SE	2000	2001	2002	2003	SE	2004	2005	2006	2007	2008	SE	2009	2010	2011	2012	SE	2013	2014
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2010	2011	2012	2013	2013	2014	2014
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92	1	27	54	68	70	67	1	42	52	72	87	125	-	-
Propositions de décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41	19	75	75	44	40	40	60	20	54	35	22	25	16	16
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7	2	22	18	21	14	12	4	28	24	14	22	3	3	3
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11	-	26	62	34	44	40	2	22	49	30	36	19	-	-
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19	-	127	253	296	295	165	-	228	145	128	73	31	-	-
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298	-	963	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816	1775	1102	-	-
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115	-	193	184	210	188	87	-	174	203	233	157	178	-	-
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248	25	917	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149	4425	2426	-	-

Décrets, motions et résolutions : textes déposés  
 Interpellations et questions développées  
 Questions écrites déposées